



Sellal en visite de travail aujourd'hui à Tizi Ouzou

Des messages politiques attendus

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, effectuera aujourd'hui une visite de travail dans la wilaya de Tizi Ouzou. Selon un communiqué des services du Premier ministre, ce déplacement s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre et du suivi du programme du Président de la République.

Page 3

Participation de 810 exposants

Inauguration de la 49^{ème} Foire internationale d'Alger

Page 3

Sécurité, économie, règlement des conflits

L'intérêt grandissant des Etats-Unis pour l'Algérie



Les Etats-Unis d'Amérique reconnaissent la grande expérience de l'Algérie dans la lutte contre le terrorisme et expriment un intérêt certain pour les potentialités économiques dont disposent le pays.

Page 4

Organisé à Bruxelles

Vibrant hommage à Aït Ahmed

Page 24



Budget de l'État et passation de marchés

Le nouveau Code des marchés sous la loupe

rence -, le Code des marchés publics a été changé quatre fois, indépendamment des modificatifs et compléments intervenant entre deux grands changements.

Le dernier code, publié sous forme de décret (décret présidentiel n° 15-247 du 16 septembre 2015), comporte un certain nombre de nouveautés, consistant principalement dans le rehaussement du niveau financiers des contrats qui passent par les comités des marchés, l'institution d'une seule commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres et l'institution, pour la première fois de l'histoire des marchés publics, de la délégation de service public, équivalant à une concession d'un service public à un opérateur privé, en vue de sa réalisation et de son exploitation, moyennant un cahier des charges.

Jeudi dernier à Batna, une journée de

vulgarisation du nouveau code des marchés a été organisée par la Chambre de commerce et d'industrie Aurès, conjointement avec la Caisse de garantie des marchés publics (Cgmp). À cette manifestation, ont été conviés les opérateurs économiques locaux et les administrations concernées par les procédures de passation de marchés.

Dès l'abord, Aomar Aït Larbi, directeur de la Cgmp, explique l'objet de la journée d'études de la problématique des marchés publics, en disant que cette journée est organisée en raison «d'un certain nombre d'anomalies constatées dans l'application du Code des marchés publics, dont les répercussions immédiates sont le blocage ou le retard dans la mise en œuvre des projets».

Page 5

De grands moyens mobilisés contre la triche

Début des épreuves du Bac aujourd'hui

C'est le jour J pour quelques 818 515 candidats. Les épreuves du Bac débiteront aujourd'hui. Le coup d'envoi sera donné à partir de Tlemcen par la ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrit, qui a tenu, il y a déjà quelques jours, à assurer que tous les moyens sont mobilisés pour assurer le bon déroulement des épreuves du baccalauréat.

Page 4



Par Saâd Tafarka

La dépense publique est régie depuis septembre 2015 par un nouveau Code des marchés, promulgué en remplacement de celui d'octobre 2010. L'évolution de l'économie nationale - en volumes, en nouvelles actions complexes, en enveloppes financière, en acteurs intervenant sur le terrain - a fait que, en l'espace de 14 ans - on prend le code de juillet 2002 comme réfé-



Amar Saâdani met en garde depuis Tlemcen :

«L'Algérie est ciblée car elle refuse la normalisation avec Israël»

Le secrétaire général du Front de libération nationale, Amar Saâdani a érudé toutes les questions politiques et économiques nationales de l'heure pour, se focalisant exclusivement sur la nécessité de préserver le pays des tentatives de déstabilisation et des complots ourdis depuis l'étranger.



Par M. Ait Chabane

Animant un meeting populaire, hier, à la salle de sport de Maghnia, dans la wilaya de Tlemcen, le patron du vieux parti a prononcé un bref discours devant les cadres et militants de plusieurs wilayas de l'ouest et du sud-ouest du pays, dans lequel il a réitéré son soutien indéfectible au président de la République, Abdelaziz Bouteflika. " L'Algérie est ciblée parce qu'elle refuse de normaliser ses relations avec l'entité sioniste d'Israël et le président de la République, Abdelaziz Bouteflika ne veut pas céder au chantage ", a affirmé Amar Saâdani, tout en appelant à se mobiliser pour sauvegarder le pays et contrecarrer toute tentative de déstabilisation en cette

conjoncture dangereuse. Accusant des " parties étrangères " sans pour autant les citer, le SG du FLN a ajouté que l'Algérie qui a su déjouer le piège des printemps arabes, qui ont dévasté plusieurs pays, à l'instar de l'Egypte, la Tunisie, la Syrie et la Libye, reste " ciblée dans sa sécurité et ses richesses ". D'où l'urgence de resserrer les rangs de l'unité nationale et d'unifier les efforts de toutes les forces vives de la nation pour fortifier davantage " le rempart national " contre toutes sortes de conspirations ourdies par des volontés malveillantes de nuire à notre pays. Devant une assistance assez nombreuse venue de seize wilayas de l'ouest et du sud-ouest du pays, le patron du FLN a exhorté les militants et les cadres du parti à se mobiliser

plus que jamais pour renforcer le front intérieur et immuniser l'Algérie des impacts d'une conjoncture régionale et mondiale des plus difficiles. En outre, dans cette wilaya symbolique qui a enfanté le chef de l'Etat, Abdelaziz Bouteflika, Amar Saâdani a demandé avec insistance à soutenir plus que jamais le chef de l'Etat et son programme de développement national. Avec des propos aux relents d'une pré-campagne électorale, il n'a pas manqué de mobiliser ses troupes en perspectives des prochaines échéances, en l'occurrence les élections législatives de 2017, mais aussi la présidentielle de 2019. " Le parti du président Bouteflika triomphera ", a-t-il tonné, appelant les militants du parti à redoubler d'efforts et d'ini-

tatives pour renforcer l'ancrage du FLN dans la société et accroître sa base militante. Ainsi, à l'approche de ces échéances électorales, le patron du vieux parti a instruit les moudjahidines des wilayas présentes à cette rencontre de " s'ouvrir sur les toutes les franges de la société " dans l'optique d'étoffer les rangs du parti par l'adhésion d'autres militants. Néanmoins, force est de constater que Amar Saâdani, contrairement à ses dernières sorties médiatiques, a érudé toutes les questions brûlantes de l'actualité nationale. Aussi s'est-il gardé, pour une fois, de s'attaquer à d'autres personnalités politiques et nationales, comme il l'avait de temps fait lors de ses rencontres et conférences.

M. A. C.

S'exprimant à Adrar Makri appelle au renforcement du front interne

Le président du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Abderrezak Makri, a mis l'accent, vendredi à Adrar, sur l'importance de renforcer le front interne à travers la consécration de la bonne gouvernance et la construction d'une économie forte.

Lors d'un meeting des militants du MSP animé à la Maison de la culture de la wilaya d'Adrar, M. Makri a critiqué les appels de certaines parties à recourir à l'endettement extérieur, estimant que ceci est inacceptable du fait que l'Etat dispose d'importantes ressources financières drainées par la vente des hydrocarbures.

Il a dans ce sens mis en garde contre les menaces que représentent les grandes puissances qui veulent exploiter les richesses de l'Algérie pour résoudre leurs problèmes économiques en tentant de semer la zizanie et une situation d'instabilité.

Le président du parti a souligné que la wilaya d'Adrar était un modèle réel de développement de par ses ressources et capacités qui l'habilitent à concurrencer avec les grands pays en matière de production agricole. M. Makri a estimé que le MSP puisait sa force de ses compétences dévouées, plaidant pour une réflexion autour du présent et du devenir de la nation en respectant la volonté du peuple.

Le responsable du MSP a proposé l'établissement d'un gouvernement d'union nationale composé de tous les partis d'opposition et de coalition, outre l'instauration d'un système juridique de lutte contre la corruption, relevant que la justice est le garant de l'union nationale.

M. Makri a réitéré le soutien du MSP à l'institution de l'Armée nationale populaire qui veille à la sécurité du pays sur les frontières, soulignant que l'armée et l'unité de la nation sont des questions intransigeantes pour le MSP, rappelant par la même occasion les souffrances du peuple algérien lors de l'occupation française.

Le président du MSP a enfin souligné que la loyauté envers le pays demeure la priorité du parti.

R. N.

Lors d'un meeting à Alger

Amara Benyounes déplore l'absence d'une véritable opposition

Le secrétaire général du Mouvement populaire algérien (MPA), Amara Benyounes, a affirmé, hier à Alger que la consécration de la démocratie est la seule immunité contre les dangers qui guettent l'Algérie.

Lors d'un meeting populaire à Alger clôturant les rencontres du parti dans les différentes wilayas du pays, M. Benyounes a précisé que la démocratie ne peut se pratiquer sans l'existence d'une majorité forte pour réaliser l'équilibre politique.

Le président du MPA a déploré,

dans ce sens, l'absence d'une véritable opposition en Algérie.

Selon l'intervenant, le seul point commun entre les opposants c'est le «départ du Président Bouteflika», ajoutant que ces derniers doivent être conscients que le Président de la République a accédé au pouvoir à l'issue d'élections et qu'il demeurera à son poste jusqu'à 2019.

Le SG du MPA a évoqué la situation sécuritaire dans le pays qu'il a qualifiée de «situation exceptionnelle dans toute la région», saluant par la même

occasion les efforts déployés par les forces de sécurité nationale pour assurer la protection du pays.

«Le peuple algérien refuse de tomber à nouveau dans la spirale de la violence, tout comme il refuse de revenir aux années d'avant 1990 qui ont induit une situation d'instabilité qui a duré 10 ans», a expliqué M. Benyounes.

Selon le premier responsable du MPA, la revendication des droits de manière démocratique est une chose légitime à condition d'éviter les dérapages, condam-

nant par la même occasion la politique de deux poids, deux mesures à laquelle recourent certaines parties lorsqu'il s'agit de l'Algérie.

«En dépit des protestations relevées en France en raison de la situation socio-économique, personne n'a parlé de printemps français, mais quant il s'agit de protestations de la population de In Salah, il y a deux ans, pour contester l'extraction du gaz de schiste, des voix s'élèvent pour parler de chute de l'Etat et du sys-

tème», a relevé M. Benyounes à ce sujet. Concernant la situation économique, le SG du MPA a plaidé pour des réformes profondes pour faire face à la chute des prix du pétrole et au recul des recettes de plus de 70%, selon les déclarations de responsables.

M. Benyounes a fait savoir que sa formation politique attend que le Premier ministre Abdelmalek Sellal annonce les détails du nouveau modèle économique pour exprimer sa position à ce sujet.

Riad D.

Sellal en visite de travail aujourd'hui à Tizi Ouzou

Des messages politiques attendus

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, effectuera aujourd'hui une visite de travail dans la wilaya de Tizi Ouzou. Selon un communiqué des services du Premier ministre, ce déplacement s'inscrit dans la cadre de la mise en œuvre et du suivi du programme du Président de la République.



Par Nacera Bechar

Cependant, en plus de l'aspect socio-économique, des messages politiques sont attendus de la part du chef de l'Exécutif.

Sellal qui sera accompagné d'une délégation ministérielle, s'enquerra de l'état d'exécution du programme de développement de cette wilaya et procédera à l'inauguration et au lancement de plusieurs projets à caractère socio-économique. Mais sa visite intervient dans un contexte particulier, car en plus des retombées de la

chute des prix du pétrole sur la situation financière du pays avec la perte de plus de la moitié des réserves de change, le contexte politique aura aussi son poids dans cette visite. Il y a quelques jours, la question de l'autonomie de la Kabylie a été remise sur le tapis par le MAK, une position qui n'est pas certes soutenue par la population de la région à l'exception des fidèles de Ferhat M'henni, cette idée reste dangereuse pour la stabilité du pays. A ce propos, des messages politiques du Premier ministre sont très attendus pour éviter des dérapages.

En visite à Constantine, le 16 avril dernier, le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, avait envoyé des messages politiques en affirmant que «l'unité nationale est une ligne rouge à ne pas franchir et elle ne doit, en aucune façon, être sujette de marchandage». Une déclaration expliquée par les observateurs comme une allusion à peine voilée au Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie (MAK).

Il avait parlé aussi de l'acquis de la constitutionnalisation de tamazight en soulignant que «grâce à la constitutionnalisation de tamazight en tant que langue

nationale et officielle, il a été mis fin à la politisation de cette langue pour devenir l'une des constantes de l'identité nationale». A ce propos, «les experts et chercheurs ont lui a donné sa dimension culturelle et scientifique». «L'Algérie demeure un pays uni qui ne pourra jamais être divisé comme espèrent certaines parties. Cela n'arrivera jamais et le peuple algérien fera face à toute personne qui touchera à cette unité».

Il y a quelques jours également, les déclarations de l'ambassadeur de France, Bernard Emié, faites à Tizi Ouzou sur l'octroi des visas, en soulignant que 60% de ces visas sont délivrés à la population de la Kabylie ont été vivement critiquées par le chef de la diplomatie algérienne, Ramtane Lamamra. Il est à noter que l'ambassade de France avait publié le lendemain un démenti des propos rapportés par la presse.

La question de développement dans la région est fortement posée et malgré les sommes colossales versées dans le cadre des différents programmes d'investissement public, sur le terrain, la population demande plus de prise en charge et surtout des projets économiques pour absorber le chômage. Lors de cette visite, le Premier ministre va inaugurer et inspecter quelques projets de logements et d'autres secteurs comme l'industrie et l'énergie.

Il est à rappeler que la dernière visite de Sellal dans cette wilaya remonte à avril 2014, en qualité de directeur de campagne du candidat Abdelaziz Bouteflika pour l'élection présidentielle. Et celle effectuée comme Premier ministre remonte à 2013, une époque où le gouvernement pouvait verser encore des budgets pour la réalisation des projets. Aujourd'hui, avec les effets de la crise, la rationalisation des dépenses est une obligation. **N. B.**

Participation de 810 exposants
Inauguration de la 49^{ème} Foire internationale d'Alger

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a inauguré, hier, la 49^{ème} édition de la Foire internationale d'Alger (FIA), qui se tient du 28 mai au 2 juin au Palais des expositions (Pins maritimes, Alger).

Le Premier ministre était accompagné des membres du gouvernement, de hauts responsables du secteur économique et de représentants du corps diplomatique accrédité à Alger.

810 exposants, dont 405 entreprises étrangères en provenance de 33 pays, prennent part à cette plus importante manifestation économique et commerciale annuelle du pays qui se tient sous le thème «L'investissement et l'entreprise au cœur de l'économie productive».

Les exposants nationaux occupent des stands d'une superficie globale de 30 351 m² tandis que les entreprises étrangères sont installées sur 7 000 m².

Les organisateurs de cette 49^{ème} édition ont décidé d'octroyer le statut d'invité d'honneur aux représentants d'entreprises africaines importatrices, lesquelles visiteront également le 5^{ème} Salon Djaïr Export, tenu en marge de la FIA, avec la participation de 180 entreprises exerçant dans plusieurs domaines : agroalimentaire, services, industries chimique et manufacturière, bâtiments et travaux publics et artisanat. **R. N.**

Développement local à Tizi Ouzou

Entre réalisations et optimisation des dépenses

Le développement dans la wilaya de Tizi Ouzou, qui va recevoir aujourd'hui le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, pour une visite de travail, a enregistré un saut jugé qualitatif à partir de 2004 avec la réalisation de nombreux projets inscrits à son actif dans le but de sa «mise niveau» par rapport aux autres wilayas du pays.

La restriction budgétaire décidée par l'Etat suite à la chute des cours du pétrole ayant eu pour conséquence le gel de projets inscrits et non lancés en réalisation, a été l'occasion pour l'optimisation des dépenses publiques à travers la définition des priorités en matière de développement local.

Ayant constaté que cette wilaya accusait un retard en matière de développement, induit notamment par le peu de projets inscrits et la lenteur dans la concrétisation de ceux dont elle a bénéficié, en plus des périodes d'instabilité (événements du Printemps berbère, assassinat de Matoub Lounes, Printemps noir, et

terrorisme) qu'a vécues cette région, l'Etat a doté Tizi Ouzou d'enveloppes financières conséquentes en vue de sa mise à niveau.

A titre d'exemple, la wilaya a bénéficié, dans le cadre du plan quinquennal 2010/2014, de l'inscription d'un total de 835 opérations sur les Plans sectoriels de développement (PSD), tous secteurs confondus pour une autorisation de programme (AP) global de 160,31 milliards de DA, selon les chiffres communiqués par la direction du suivi des budgets.

A cette cagnotte s'ajoute un montant de 27,248 milliards de DA pour 85 opérations inscrites et notifiées à la wilaya dans le cadre du Programme complémentaire, intervenu suite à la visite du Premier ministre en 2013, ainsi que 17 autres opérations inscrites durant l'année 2015 pour une AP globale de 2,830 milliards de DA.

S'agissant des Plans communaux de développement, un total de 1 189 opérations ont été inscrites durant la même période,

touchant l'ensemble des 67 communes de la wilaya, pour un montant global de 4 milliards de DA.

Ces budgets mobilisés ont permis la relance des projets qui étaient en souffrance et le lancement et la réalisation de plusieurs projets structurants qui ont contribué à améliorer de manière sensible, le cadre de vie de la population locale, s'accorde-t-on à dire.

Il s'agit notamment des projets de la pénétrante autoroutière vers l'autoroute Est-Ouest dans la commune de Draâ Ben Khedda, du téléphérique devant relier la nouvelle gare de Bouhinoune de Tizi Ouzou au village de Rdjaoua, du stade de 50 000 places, d'un pôle d'excellence à Oued Falli, de modernisation et d'électrification de la voie ferrée Thénia (Boumerdes)-Oued Aïssi (Tizi Ouzou).

Pour ce qui est de l'encouragement de l'investissement, créateur d'emplois et de richesses, la wilaya de Tizi Ouzou a bénéficié d'un important programme de

réhabilitation et de création de zones d'activités et industrielles.

Le foncier industriel local composé de 17 zones sera renforcé par deux grandes zones industrielles. Une enveloppe de 2,457 milliards de DA a été débloquée au profit de la wilaya, au titre de l'exercice 2013, dans le cadre de la création de deux parcs industriels à Tizi Gheniff qui s'étend sur 1 16,55 ha et à Souamaa d'une superficie de 372,47 ha.

Même si l'année 2015 a été marquée par la chute des cours du pétrole à l'échelle mondiale, il n'en demeure pas moins que ce contexte constitue une occasion privilégiée pour les pouvoirs publics de tracer une «dynamique collégiale», impliquant l'administration et les élus pour la mobilisation de toutes les énergies et potentialités économiques dont disposent la wilaya, souligne-t-on à la wilaya.

Cette synergie sera axée sur l'achèvement du programme en cours, la clôture des opérations achevées, notamment et surtout

la relance de l'investissement créateur de richesses et d'emplois en mobilisant tous les atouts fonciers et industriels, a-t-on observé de même source.

Ayant eu à s'exprimer sur la situation du développement dans la conjoncture économique nationale marquée par une restriction budgétaire, le wali de Tizi Ouzou, Brahim Merad, a rassuré que la dynamique de développement lancée dans la wilaya «sera poursuivie pour la concrétisation de plusieurs projets structurants».

Il s'agit notamment de la pénétrante à l'autoroute Est-Ouest, de la modernisation et l'électrification de la voie ferrée, du stade de football de 50 000 places couvertes, du pôle universitaire de Tamda, de la ville nouvelle et le pôle d'excellence de Oued Falli, du barrage de Tizi N'tlata, de l'évitement de la ville de Tizi Ouzou et des différents programmes de logements, projets qui sont en cours de réalisation ou en voie d'achèvement. **R. N.**

Sécurité, économie, règlement des conflits

L'intérêt grandissant des Etats-Unis pour l'Algérie

Les Etats Unis d'Amérique reconnaissent la grande expérience de l'Algérie dans la lutte contre le terrorisme et expriment un intérêt certain pour les potentialités économiques dont disposent l'Algérie.



S'exprimant, hier, le sous-secrétaire d'Etat américain en charge des Affaires politiques, Thomas Shannon, a déclaré à Washington, que l'Algérie cumulait «une expérience pertinente» en matière de lutte contre le terrorisme.

«L'Algérie est notre partenaire majeur, elle a une expérience qui est très pertinente par rapport aux pays du Moyen-Orient et du Maghreb qui actuellement sont en train de travailler pour contrer le djihadisme», a indiqué M. Shannon à l'APS sur l'état et les perspectives de la coopération sécuritaire entre l'Algérie et les Etats-Unis.

Pour ce responsable américain, l'Algérie a «montré un grand courage et des objectifs dans sa lutte contre le djihadisme en sécurisant l'Etat et les citoyens. Nous estimons que

nous avons beaucoup à apprendre» de cette expérience, a-t-il dit.

«Notre coopération (sécuritaire) avec l'Algérie est en mouvement, elle est tout le temps en progression», a-t-il soutenu, soulignant que son éventuel élargissement au transfert technologique «est une vision positive sur laquelle les deux pays doivent travailler».

M. Shannon a estimé, par ailleurs, que cette coopération gagnerait à inclure un soutien à la diversification économique de l'Algérie à travers le développement des investissements américains et les échanges commerciaux entre les deux pays.

Il a également indiqué avoir eu «une discussion active» avec les autorités algériennes sur les moyens de promouvoir les investissements américains en Algérie, soulignant le potentiel

économique de l'Algérie qui dispose d'importantes réserves de pétrole et de gaz et d'un secteur manufacturier pouvant constituer une plate-forme attractive de production et d'exportation vers l'Europe.

Ainsi, il a estimé que le transfert de la technologie viendra avec les investissements directs étrangers qui vont aider l'Algérie à acquérir.

Evoquant la crise en Libye en proie au terrorisme, il a estimé que l'Algérie a raison en ce qui concerne le règlement de ce conflit en privilégiant la voie du dialogue et de la diplomatie.

«Je pense que le gouvernement algérien a raison, ce problème devait être résolu par le dialogue», a-t-il déclaré.

Le responsable américain répondait à une question si l'Exécutif américain maintenait l'option d'une offensive militaire

en Libye, notamment après les confessions d'Obama qui a jugé l'intervention de 2011 comme une débâcle, la qualifiant de pire erreur de sa présidence.

Mais il a considéré qu'une action militaire en Libye est nécessaire pour lutter contre le groupe terroriste autoproclamé Etat Islamique (EI/Daech).

Une action militaire «contre l'EI oui, mais pas entre les Libyens, en d'autres termes le soutien au gouvernement d'union libyen doit être apporté par un dialogue mené sous l'égide de l'ONU et assisté par les partenaires de la Libye, dont les Etats-Unis», a déclaré l'adjoint de Kerry. «De mon point de vue, le moment est venu pour que les différentes factions en Libye soutiennent le gouvernement d'union libyen et commencent à constituer les forces de sécurité pour protéger la Libye et lutter contre Daech», a-t-il soutenu.

Interrogé sur les milices susceptibles d'être armées en Libye, après l'accord obtenu le 17 mars dernier à Vienne sur la levée de l'embargo de l'ONU sur les armes en Libye, le sous-secrétaire d'Etat américain a précisé que le choix des milices revenait au gouvernement El-Sarraj.

«C'est une décision que le gouvernement d'union libyen va prendre et nous allons travailler avec lui (sur ce dossier). La décision n'est pas de notre ressort, nous allons travailler avec ce gouvernement pour déterminer les milices à armer et comment les armer», a précisé le diplomate américain.

Pour la Tunisie, M. Shannon a souligné que l'objectif des Etats-Unis est d'aider ce pays à lutter contre Daech et à faire réussir le processus démocratique enclenché en 2011. Washington avait déjà révélé, début mai, qu'elle avait octroyé près de 250 millions de dollars en assistance sécuritaire à la Tunisie depuis la chute de l'ancien régime en 2011 pour l'aider à faire face à l'essor des groupes terroristes.

Massi S/APS

Pour améliorer la prise en charge des Algériens de France

Lamamra inaugure le nouveau siège du Consulat de Créteil

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra, a procédé hier à l'inauguration officielle du somptueux nouveau siège du Consulat à Créteil (Val-de-Marne), qui vient d'être transféré de Vitry-sur-Seine.

La cérémonie s'est déroulée en présence du préfet de Val-de-Marne, Thierry Leleu, du maire de Créteil, Laurent Cathala, de l'ambassadeur d'Algérie en France, Amar Bendjamaâ, et des chefs de postes consulaires en France.

L'inauguration de ce nouveau siège, d'une superficie de 3 500 m², s'inscrit, selon une présentation distribuée à la presse, «dans le cadre du programme du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, consistant à l'amélioration de la prise en charge de la communauté nationale à l'étranger» qui prévoit «l'assouplissement des procédures consulaires, l'amélioration des conditions d'accueil et le renforcement de la protection consulaire et judiciaire».

En compagnie des autorités locales françaises, le ministre d'Etat a visité les locaux et les services consulaires qui étaient en pleine activité en recevant, en ce jour de repos, les membres de la communauté algérienne, grands et petits, venus régler leurs problèmes administratifs (passeport biométrique, carte nationale d'identité, état civil, etc...).

De conception moderne, le nouveau siège, très fonctionnel, offre aux membres de la communauté nationale un cadre agréable et sont accueillis dans d'excellentes conditions, comme a pu le constater le ministre d'Etat qui a longuement, au cours de sa visite des services, discuté avec des membres de la communauté algérienne.

«Nous sommes bien accueillis, c'est fluide, il n'y a pas de problème et les choses se déroulent convenablement», lui a confié une concitoyenne qui attendait son tour pour déposer son dossier de passeport. Trop exigüe, l'ancien siège n'offrait ni les conditions d'accueil convenables ni les conditions de travail pour le personnel dans les départements français de Nièvre (58), Seine et Marne (77), Yonne (89), Essonne (91), Val de Marne (94).

Cette situation avait engendré, il y a quelques temps, beaucoup de retard dans le traitement des passeports biométriques des citoyens algériens.

Il faut signaler que l'ouverture de ce nouveau siège intervient après celles acquises récemment à Grenoble, Nanterre et Strasbourg, dans l'attente d'autres projets similaires, notamment celui du Consulat général de Paris qui devra quitter l'actuel siège (rue R. N. d'Argentine, Paris 16) pour Nation (Paris 11).

R. N.

De grands moyens mobilisés contre la triche

Début des épreuves du Bac aujourd'hui

Par Sofiane Aït Mohamed

C'est le jour J pour quelques 818 515 candidats. Les épreuves du Bac débuteront aujourd'hui. Le coup d'envoi sera donné à partir de Tlemcen par la ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrat, qui a tenu, il y a déjà quelques jours, à assurer que tous les moyens sont mobilisés pour assurer le bon déroulement des épreuves du baccalauréat. Sur les 818 518 candidats, 268 925 sont des candidats libres. Au-delà du nombre impressionnant d'élèves appelés à concourir, le ministère ainsi que d'autres départements ont mobilisé tous les moyens. Mercredi dernier, Nouria Benghebrat, a affirmé que tous les moyens humains et matériels nécessaires sont mobilisés pour assurer le bon déroulement des épreuves du baccalauréat qui débuteront aujourd'hui. La ministre a indiqué sur les ondes de la Radio nationale que pour l'examen du baccalauréat, 160 000 surveillants sont mobilisés dans les 2 561 centres de déroulement des

épreuves et 55 000 enseignants pour la correction des copies, prévue entre le 9 et le 29 juin. Pour les résultats de cet examen, Mme Benghebrat a souligné qu'ils seront connus, au plus tard, début juillet prochain. Le problème majeur cependant, que tout le monde craint, est le phénomène de la fraude qui tend à se banaliser, voire même à être considéré par certains comme «un critère» de réussite. Sur ce sujet, la ministre tient à rassurer. Elle a rappelé que des mesures sont prises, en collaboration avec les services de sécurité, de la justice et le ministère de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, pour éviter toute fraude pendant le déroulement de l'examen. «Nous avons des services qui sont aujourd'hui en mesure d'identifier ces tentatives de fraude», a assuré la ministre, soulignant qu'à travers la commission installée entre les différents secteurs, l'échange d'informations sera «instantanée» et des actions «immédiates» seront prises contre les fraudeurs. Elle a indiqué également que la fuite des sujets des examens est «épar-

gnée», soulignant que «pas moins de 150 enseignants actuellement en isolation sont chargés d'élaborer les sujets des examens et ne sortiront que le dernier jour du baccalauréat». Pour mettre un terme à la fraude, «qui affecte la crédibilité de l'examen», Benghebrat a décidé de l'installation des brouilleurs de réseaux Internet au niveau des centres d'examen, afin d'empêcher les candidats d'utiliser leurs smartphones. «Tout élève surpris avec son portable est automatiquement sanctionné même s'il ne l'utilise pas», avait-elle averti, précisant que même les encadreurs seront privés de leurs téléphones. Le ministère de l'Education nationale s'est attelé à mener une étude à même de cerner les causes principales de ce «phénomène», notamment les causes sociales de dimension locale, a-t-elle encore fait savoir, évoquant l'élaboration prochaine d'une stratégie devant permettre de remédier de manière scientifique à ce phénomène. Le défi est donc lancé et les moyens sont là.

S. A. M.

Budget de l'État et passation de marchés

Le nouveau code des marchés sous la loupe

La dépense publique est régie depuis septembre 2015 par un nouveau Code des marchés, promulgué en remplacement de celui d'octobre 2010. L'évolution de l'économie nationale - en volumes, en nouvelles actions complexes, en enveloppes financière, en acteurs intervenant sur le terrain - a fait que, en l'espace de 14 ans - on prend le code de juillet 2002 comme référence -, le Code des marchés publics a été changé quatre fois, indépendamment des modificatifs et compléments intervenant entre deux grands changements.



Par Saâd Taferka

Le dernier code, publié sous forme de décret (décret présidentiel n° 15-247 du 16 septembre 2015), comporte un certain nombre de nouveautés, consistant principalement dans le rehaussement du niveau financiers des contrats qui passent par les comités des marchés, l'institution d'une seule commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres et l'institution, pour la première fois de l'histoire des marchés publics, de la délégation de service public, équivalant à une concession d'un service public à un opérateur privé, en vue de sa réalisation et de son exploitation, moyennant un cahier des charges.

Jeudi dernier à Batna, une journée de vulgarisation du nouveau code des marchés a été organisée par la Chambre de commerce et d'industrie Aurès, conjointement avec la Caisse de garantie des marchés publics (Cgmp). À cette manifestation, ont été conviés les opérateurs économiques locaux et les administrations concernées par les procédures de passation de marchés.

Dès l'abord, Aomar Aït Larbi, directeur de la Cgmp, explique l'objet de la journée d'études de la problématique des marchés publics, en disant que cette journée est organisée en raison «d'un certain nombre d'anomalies constatées dans l'application du Code des marchés publics, dont les répercussions immédiates sont le blocage ou le retard dans la mise en œuvre des projets».

Corruption et soupçons de corruption

Ces anomalies vont de la simple «étourderie» jusqu'aux graves actes de concussion, en passant par le déficit de formation de certains agents ou cadres publics dans ce domaine. Néanmoins, la plus grande «tare» que les médias et la vox populi relèvent de la passation de marchés publics, demeurent les différentes formes de corruption qui sont opérées à l'occasion de l'évaluation des offres des soumissionnaires - pour des prestations de travaux, des études ou des fournitures matérielles - ou de l'exécution même de la commande (phase de réception).

Si des accusations à tout-va portant sur

la corruption de certains agents de l'État trouvent leur pleine expression, c'est surtout dans la gestion des marchés publics. C'est lors de la procédure de passation de marché (critères d'attribution, facturation de marchandises ou de prestations) ou dans le suivi de chantiers que la diabolique tentation fait son apparition. C'est aussi à ces étapes que les fausses accusations et les calomnies contre des agents intègres peuvent surgir ou émaner d'une tierce partie. Ce sont des «on-dit», des supputations et des propos qui n'ont jamais pris les dimensions d'un vrai débat au niveau institutionnel ou politique, même si des organisations internationales (ONG) ont tenté de «mettre leur nez» dans la gestion des affaires internes de l'Algérie et ont même procédé à la classification des pays par degré de corruption.

Amplifié, altéré ou mal dirigé, le débat sur la corruption dans le cadre de la réalisation des marchés publics induit inévitablement des questions sur la gestion du budget de l'État.

Le système budgétaire algérien en vigueur, tel qu'il est véhiculé par les lois de finances annuelles ou complémentaires, se décline en deux grands axes : le budget de fonctionnement (qui assure les salaires et les dépenses de fonctionnement ordinaires des services centraux et des démembrements de l'État) et le budget d'équipement (qui permet le financement des programmes de développement du pays (équipements et infrastructures publics).

L'ambition des réformes

L'ambition des réformes budgétaires, longtemps affichée par le gouvernement, fait partie du grand projet des réformes de l'administration dans son ensemble et des structures de l'État (territoire, institutions et missions).

Pour ce qui est spécifiquement lié à la gestion du budget de l'État, les perspectives de réformes tablent sur un budget unique qui va s'articuler sur la notion de projet. Des études et séminaires sont déjà consacrés à ce grand axe des réformes. Le premier élément qui semble être pris définitivement en charge est le nouveau plan comptable fondé sur des normes standard internationales. Ce

nouveau plan est entré en vigueur depuis 2010.

Dans son ensemble, le budget de l'État est composé de la partie recettes (prélèvements fiscaux) et de la partie dépenses (fournitures, travaux, études, prestations de services au profit de la collectivité nationale, via les structures de l'État).

Les textes législatifs régissant la procédure de la dépense publique - donc aussi la commande publique pour les fournisseurs et prestataires de service - semblent de plus en plus gagnés par une forme de «saturation» et d'étranglement qui ne leur permet pas de prendre en charge correctement l'ensemble des opérations induites par le processus de contractualisation. En effet, la mise en œuvre des différents programmes de développement conçus au cours des trois derniers quinquennaux par le gouvernement, a réclamé un rythme plus soutenu dans la passation des marchés publics. Au vu du déficit d'encadrement des administrations - soutenues par des préemplois fragilisés par la précarité et les incertitudes pesant sur leurs carrières - il est difficile de faire régner l'équité, l'égal accès à la commande publique et la transparence.

Après maturation des avant-projets et soumission des cahiers des charges à l'approbation des parties compétentes (commissions des marchés), la procédure de passation de marché est alors enclenchée avec son volet publicitaire (avis d'appel d'offres, consultation restreinte ou sélective, le gré à gré (le cas échéant) et son volet «examen des soumissions», qui commence par l'ouverture des plis et qui prend fin avec les évaluations technique et financière. Ces règles qui fixent la démarche de passation de marchés publics sont fixées par le Code des marchés publics. Ce dernier texte de droit a subi maints amendements au cours de ces dernières années et pour cause. Contrairement à l'ère de l'économie administrée - où le maître de l'ouvrage (l'administration de la wilaya, l'APC...) et l'entreprise de réalisation (une entreprise publique bien sûr, hormis certains tâcherons pour la réalisation d'ouvrages mineurs) se confondent presque sur le plan institutionnel et des intérêts - l'ère de l'ouverture sur l'opérateur privé impose des

règles, supposées saines et équitables, en matière de concurrence vers la commande publique.

De par le monde, ce sont des règles qui fixent des critères de qualification et d'évaluation des différentes offres émanant de soumissionnaires.

Afin d'arbitrer les offres faites par les compétiteurs et espérer retenir la meilleure offre qui réponde aux paramètres financiers, de qualité et de délais fixés dans le cahier des charges, le maître de l'ouvrage est tenu d'appliquer les clauses des marchés publics.

L'évolution économique et sociale du pays, particulièrement au cours des années de l'embellie financière, a charrié un grand chantier législatif relatif au commerce, aux transactions foncières, au monde associatif, aux collectivités locales (codes de la commune et de la wilaya). De même, la crise des revenus pétroliers, qui a commencé en juillet 2014, a généré d'autres soucis de gestion, à l'image de la rationalisation des dépenses, de l'établissement des licences d'importation et de l'intégration des PME et des micro-entreprises dans le développement national.

Enjeux liés à la crise des revenus pétroliers

Pour ne citer que les dernières évolutions économiques que notre pays a connues depuis le début des années 2000, les différents plans d'investissements publics, l'ampleur des projets d'infrastructure et les volumes financiers y afférents ont révélé au grand jour les limites de la législation algérienne en matière de réglementation des marchés publics. Le nombre de contrats proposés à l'approbation des commissions de wilaya des marchés ou, le cas échéant, à la commission nationale des marchés sous tutelle du ministère des Finances, n'a jamais atteint le niveau des procédures engagées entre 2005 et 2014. Ce sont tous les secteurs de la vie économique nationale qui ont été appelés à déposer sur les bureaux des dites commissions des centaines de cahiers des charges et de contrats de travaux ou fournitures. Tous les programmes mis en œuvre par le gouvernement - financés par les plans de développement sectoriels (PSD), par les plans communaux de développement (PCD) ou par les différents fonds répartis en comptes d'affectation spéciale (CAS) - ont exigé des procédures lourdes et complexes de passation de marchés.

Certains litiges se sont étalés sur plus d'une année, entre, d'une part, le maître de l'ouvrage, et d'autre part, la commission de wilaya chargée d'examiner les cahiers des charges et les marchés. Parfois, l'opérateur économique est aussi partie prenante. Ce dernier peut faire des recours pour contester une attribution de marché, peut être mis en demeure pour accélérer le rythme de ses chantiers, peut se voir résilier son marché...etc. On a eu des cas où un immeuble a été construit par un entrepreneur, mis sous pression par le wali pour commencer les travaux, sans que les documents contractuels ne soient encore signés. Résultat des courses, les bénéficiaires de ses logements ont emménagé dans leurs nouveaux appartements sans que l'entreprise de réalisation soit détentrice du marché ni, a fortiori, payée pour les travaux réalisés.

Actuellement, avec la crise financière que traverse le pays, les grands enjeux charriés par la passation de marchés publics, sont ceux liés au niveau raisonnable de l'offre financière, à la bonne santé financière et à la qualification technique de l'entreprise choisie pour réaliser les travaux ou fournir des marchandises, à la préférence nationale et à la bonne maîtrise de la délégation de service public, qui fait son apparition, pour la première fois, dans le Code des marchés.

S. T.

Bouchouareb s'entretient avec le directeur général de la BADEA

En attendant une intégration économique Sud-Sud

La promotion de la coopération entre l'Algérie et la Banque arabe de développement économique en Afrique (BADEA) a été au centre des discussions, hier à Alger, entre le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesselam Bouchouareb, et le directeur général de cette institution financière régionale, M. Sidi Ould Tah.



L'entretien avec M. Ould Tah a porté sur «les voies et moyens de promouvoir la coopération entre l'Algérie et la BADEA pour développer les échanges entre les pays africains», a indiqué, hier, un communiqué du ministère.

Durant cette rencontre, M. Bouchouareb a présenté les réformes engagées en Algérie pour le développement de son économie, en application du programme du Président de la République, où l'encouragement des exportations vers les pays

africains dans de différents domaines constitue un objectif, précise la même source.

Il a également relevé qu'il était important, dans le contexte actuel, que les pays du Sud, et spécifiquement ceux de l'Afrique, renforcent leurs relations pour augmenter leurs chances de développement.

Sur ce point, le ministre a expliqué au premier responsable de la BADEA que la finalisation de la jonction de la route transsaharienne reliant Alger à Lagos (Nigeria) permettrait de renforcer l'intégration économique Sud-

Sud. Par ailleurs, M. Bouchouareb a présenté à M. Ould Tah les possibilités d'affaires en Algérie susceptibles de faire l'objet de partenariats avec des investisseurs africains.

A ce titre, les deux parties ont souligné l'importance des financements, notamment ceux émanant des institutions financières arabes et africaines, dans la promotion du commerce interafricain, et la nécessité pour les entreprises africaines d'accroître leur compétitivité.

La rencontre a permis également l'identification d'un certain

nombre d'actions et de projets pouvant faire l'objet de financements par la BADEA.

Lors de cet entretien, le ministre a fait part au directeur général de cette banque régionale de l'organisation en Algérie, avant la fin de l'année 2016, d'un Forum économique africain qui réunira un nombre important d'entreprises algériennes et africaines.

La visite de M. Ould Tah intervient à l'occasion du Salon Djazaïr Export, organisé en marge de la 49^{ème} édition de la Foire internationale d'Alger prévue du 28 mai au 2 juin, qui verra l'organisation d'une conférence sur le schéma de financement de la BADEA, d'une part, et le dispositif de financement des exportations des produits des pays arabes vers les pays de l'Afrique subsaharienne, d'autre part.

Créée conformément à la résolution de la 6^{ème} conférence du Sommet arabe, tenue en novembre 1973 à Alger, la BADEA a commencé ses activités en mars 1975, rappelle-t-on.

Mais depuis 2015, cette banque a entamé une nouvelle stratégie qui consiste à financer les projets qui s'inscrivent en droite ligne des priorités des pays bénéficiaires, qui font partie de leurs plans de développement.

Ces projets ont, parfois, une portée régionale, servant l'intérêt commun de plusieurs pays africains et contribuant à l'intégration économique de ces pays.

La contribution de la BADEA au financement d'un projet peut s'élever à 60% du coût total de ce dernier, à condition que le montant du prêt ne dépasse pas 20 millions de dollars. Elle peut aller jusqu'à 90% du coût total du projet dans le cas de projets à coût global de 15 millions de dollars.

T. Y.

Lestés par un renforcement du dollar

Les cours du pétrole achèvent la semaine à 49,33 dollars

À l'issue d'une semaine qui les a vu dépasser 50 dollars le baril pour la première fois de l'année, les cours pétroliers ont légèrement baissé vendredi, lestés par un renforcement du dollar, dans un contexte prudent avant un week-end prolongé aux Etats-Unis.

Le cours du baril de référence (WTI) pour livraison en juillet a perdu 15 cents à 49,33 dollars sur le New York Mercantile Exchange (Nymex).

«Le week-end va être prolongé d'un jour férié aux Etats-Unis et beaucoup d'investisseurs étaient déjà partis», a avancé Carl Larry, de Frost & Sullivan.

«Le plus important, c'est que l'on ne s'est pas beaucoup éloignés du seuil des 50 dollars. Les cours se sont repliés mais ne se sont pas effondrés. C'est un bon signe.»

Les cours avaient brièvement dépassé ce

seuil, mercredi soir pour le Brent européen et le lendemain pour le WTI, pour la première fois depuis l'automne, avant de commencer à se replier jeudi en fin de séance.

«Avec un jour férié», lundi aux Etats-Unis, «le discours de Janet Yellen et la perspective du sommet de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), je pense que personne ne veut prendre trop de risques», a estimé M. Larry.

Mme Yellen, présidente de la Réserve fédérale (Fed), a ouvertement évoqué vendredi la perspective d'une hausse des taux d'intérêt les prochains mois, ce qui a contribué à renforcer le dollar et, en retour, à peser sur le marché pétrolier, libellé en monnaie américaine.

«De plus, les perspectives sont plutôt défavorables quant au sommet de l'Opep, le 2 juin, puisque l'Arabie Saoudite fait toujours

part de ses intentions de défendre sa part de marché», a ajouté M. Evans.

C'était déjà au bras de fer entre l'Arabie saoudite et l'Iran, autre membre de l'Opep et grand rival de Riyad, qu'avait largement été attribué l'échec de négociations en avril entre une quinzaine de pays producteurs, Téhéran ne manifestant aucune intention de geler sa production au moment où le pays fait son retour sur le marché mondial après la levée de sanctions internationales.

Dans ce contexte, la principale lueur d'espoir continue à venir des Etats-Unis, dont la production baisse systématiquement depuis près de trois mois, et où, selon un décompte annoncé par le groupe Baker Hughes, le nombre de puits de pétrole en activité a repris son déclin hebdomadaire, après une pause la semaine précédente.

T. O.

Extraction de 50 000 m³ de sable

Dragage du port de Boudis à Jijel

Une opération de dragage du port de Boudis (Jijel) a été lancée hier à l'effet d'extraire entre 40 et 50 000 m³ de sable et de déchets encombrant l'entrée et le bassin de cette infrastructure portuaire, a-t-on constaté. Les travaux, confiés à l'entreprise publique Meditram, spécialisée dans les travaux maritimes pour un montant de 110 millions de dinars et un délai de 15 jours, permettront un meilleur accès et circulation aux abords et à l'intérieur du port. Le coup d'envoi des travaux a été donné par le wali, Larbi Merzoug, en présence, notamment du P-DG de l'Entreprise portuaire de Djendjen (EPJ), des directeurs de wilaya des transports, des travaux publics et de la pêche.

Une drague à godet d'une capacité de 15 000 m³ par voyage a commencé à opérer depuis le chenal pour progresser graduellement vers le bassin du port dont le niveau de sable a atteint des proportions jugées alarmantes, constituant un risque pour les bateaux à l'entrée et à la sortie. Une quinzaine de chalutiers et sardiniers avaient toutes les peines à circuler dernièrement dans cet espace en raison du fort ensablement des lieux, a confié à l'APS le président de la Chambre de la pêche.

Des relevés bathymétriques ont été effectués et révélé l'urgence d'un dragage du port, selon la même source.

Le dernier dragage de cette infrastructure portuaire remonte à 2006, ce qui, a-t-on indiqué, est tout à fait normal, d'autant que l'ensablement des ports et abris de pêche est un phénomène naturel que connaissent les ports du monde entier, a-t-on affirmé.

Les travaux seront achevés dans les délais impartis (15 jours), a assuré un responsable de Meditram, affirmant que le sable extrait des lieux, du fait de sa pollution, ne sera pas utilisé à d'autres fins (bâtiment, construction, travaux publics à). Dans une déclaration à la presse, le wali a invité les professionnels de la pêche et utilisateurs du port à collaborer au programme d'animation prévu, pendant la saison estivale, dans cette infrastructure.

Ce port sera ouvert aux visiteurs, comme lieu de villégiature et de découverte pour les estivants venus d'autres wilayas, a indiqué le wali, rassurant que la question de sécurité de cet espace et des équipements s'y trouvant sera entièrement prise en charge par les services concernés, en réponse aux appréhensions exprimées par les professionnels de la mer. Le chef de l'exécutif local a, en outre, confirmé l'ouverture au mois de juin courant d'une desserte maritime entre Jijel et Alger via Béjaïa par l'Entreprise atonale de transports maritimes de voyageurs (Entmv). Bilal L.

Cancer de la peau

Découverte d'une molécule qui s'attaque aux mélanomes

Des chercheurs ont réussi à développer une molécule capable de réduire la viabilité des cellules de mélanome sans que celle-ci ne soit toxique pour les cellules saines, un espoir pour les malades atteints de ce cancer agressif de la peau.



Cette molécule a été mise au point par une équipe de l'Institut français pour la santé et la recherche médicale (Inserm) dirigée par Stéphane Rocchi. Les résultats de leurs travaux sont publiés jeudi dans la revue américaine "Cancer Cell".

Le mélanome est une forme fortement agressive de cancer de la peau. "Il touche les mélanocytes, les cellules responsables de la synthèse de mélanine qui donne sa coloration à la peau", rappelle l'Inserm dans un communiqué.

Trois stades de progression de la tumeur existent, à savoir, la "croissance radiale" lorsque les cellules prolifèrent de façon anarchique dans l'épiderme, la phase de "croissance verticale" qui implique une invasion du derme et finalement, la phase "métastatique" correspondant à une dissémination des cellules cancéreuses dans les tissus périphériques. "L'identification de nouvelles molécules est un élément incontournable pour la mise en place de biothérapies efficaces contre ce cancer dont l'incidence double tous les dix

ans", souligne l'Inserm.

Dans ce contexte, ces chercheurs ont découvert une nouvelle famille de molécules, "les Thiazole Benzensulfonamides (TZB)" présentant des propriétés anticancéreuses jugées "intéressantes".

"Initialement, cette famille de molécules avait été identifiée dans le diabète de type 2 car elle augmentait la sensibilité des cellules à l'insuline. Si nous voulions l'utiliser contre le cancer, il fallait pouvoir éliminer cette activité pro-insuline", a expliqué Stéphane Rocchi. Les chercheurs ont alors,

"après de nombreux essais", modifié la structure initiale de TZD pour obtenir une formulation dont le "composé leader" a été appelé HA15. HA15 conduit à la mort des cellules de mélanome par "apoptose" (processus d'autodestruction en réponse à un signal) et "autophagie" (les cellules s'autodétruisent en s'enfermant dans des vésicules à double membrane avant d'être livrées aux lysosomes, organismes ordinairement chargés de digérer et détruire déchets et bactéries).

H. A.

Sclérose en plaques

Une nouvelle structure pour la rééducation fonctionnelle au CHU d'Oran

La prise en charge de la rééducation fonctionnelle des patients atteints de sclérose en plaques (SEP) sera bientôt consolidée au Centre hospitalo-universitaire d'Oran (CHUO) à la faveur de la réalisation et de l'équipement d'une nouvelle structure spécialisée, a-t-on appris jeudi du responsable du service compétent.

"Il s'agit d'une importante opération de mise à niveau à même d'améliorer l'approche fonctionnelle, sachant que la place de la rééducation est prépondérante dans la prise en charge de cette maladie", a précisé Pr Khaled Layadi à l'occasion d'une rencontre entre praticiens et patients coïncidant avec la journée mondiale de la SEP.

Ce spécialiste, chef du service de médecine physique et de réadaptation du CHUO a fait savoir dans ce cadre que la nouvelle structure sera dotée de trois plateaux techniques comportant tous les équipements nécessaires (imagerie, analyses et traitement de l'équilibre).

"Érigée sur l'ancien site du service considéré, la nouvelle bâtisse se caractérise par sa conception confor-

me aux normes en vigueur, et ce, tant au plan de l'accessibilité que celui de l'aménagement des espaces", a souligné Pr Layadi.

"Tous les examens médicaux requis pourront être effectués sur place", a-t-il dit en faisant aussi part de la création de deux ailes d'hospitalisation au niveau de ce même service où les praticiens prodigueront les séances de rééducation au chevet du patient (alité). "La SEP est une maladie neurologique centrale chronique et évolutive qui engendre souvent des handicaps très sévères", a rappelé ce spécialiste initiateur de la rencontre ayant réuni les différents acteurs de la prise en charge de la pathologie, et des patients.

Les troubles de la vision, les douleurs ophtalmiques, le déficit musculaire, la paralysie, les troubles de l'équilibre, l'incapacité de marcher convenablement et les troubles urinaires figurent parmi les nombreux symptômes de la SEP. "Les traitements de fond et symptomatiques s'avèrent parfois insuffisants, d'où le recours à la rééducation pour les patients afin qu'ils puis-

sent surmonter leur situation d'handicap, par des exercices d'assouplissement, de renforcement musculaire, de travail d'équilibre et d'amélioration de la marche", a expliqué Pr Layadi.

Il s'est en outre félicité de la rencontre ayant réuni praticiens et patients, estimant qu'elle a permis de "mieux mesurer les attentes des malades vis-à-vis des neurologues, ergothérapeutes, kinésithérapeutes, psychomotriciens et psychologues".

Certains patients ont également évoqué des contraintes vécues en milieu professionnel où ils sont confrontés à l'incompréhension de leur hiérarchie, affirmant être souvent accusés de "simuler" dans les moments de fatigue et de douleur.

Les sujets affectés au plan moteur ont quant à eux souligné des difficultés inhérentes à l'insuffisance des voies d'accès spécifiques au niveau des structures administratives.

La nécessité de multiplier les manifestations d'information et de sensibilisation autour de la SEP a été vivement recommandée par les participants.

G. H.

Jumelage inter-hôpitaux Plus de 480 patients ont bénéficié de consultations en neurologie

Pas moins de 484 patients ont bénéficié tout récemment de soins et consultation médicales en neurologie au niveau de l'Etablissement public hospitalier (EPH) Mohamed Boudiaf à Ouargla, au titre du jumelage inter-hôpitaux, a appris jeudi l'APS auprès du directeur de cette structure de santé.

Encadrée par des équipes médicales spécialisées du Centre hospitalo-universitaire (CHU) Mustapha Pacha, cette action a été effectuée, durant la période allant du mois d'avril dernier à la deuxième quinzaine de mai courant, dans le cadre de deux (2) missions médicales, auxquelles ont contribué aussi des praticiens relevant de l'EPH d' Ouargla, a précisé M. Ismaïl Salah. Toutes les mesures nécessaires, notamment en matière de bonne préparation des dossiers des patients concernés, ont été prises pour assurer la réussite de cette action qui intervient en application du programme du jumelage inter-hôpitaux, entre les établissements hospitaliers du Nord et du Sud du pays, initié par le ministère de tutelle, a-t-il ajouté. Une session de formation par télé-médecine sur la neurologie sera organisée en juin prochain entre les deux établissements hospitaliers, dans le but de renforcer la formation continue de la ressource humaine médicale et paramédicale, a fait savoir le même responsable. S'étalant sur un mois, cette opération qui entre dans le cadre du télé-enseignement est appelée à améliorer les connaissances scientifiques et les aptitudes professionnelles chez les praticiens de l'EPH Mohamed Boudiaf à Ouargla, a-t-il conclu.

R. N.

Pour instaurer une saine hygiène de vie Intensification des campagnes de sensibilisation contre le tabagisme

L'intensification des campagnes de sensibilisation contre le tabagisme est en mesure "d'instaurer une saine hygiène de vie parmi les jeunes", a indiqué jeudi à El Khroub (Constantine) le Dr Amor Bouchagour au lancement de la caravane de sensibilisation contre le tabagisme.

" Ces campagnes de sensibilisation contribueront à créer le déclic parmi les jeunes en les incitant à adopter des nouveaux réflexes quant à la préservation de leur santé" a précisé le Dr Bouchagour médecin et encadreur au centre communautaire Sadek Jean Massboeuf, soulignant que la sensibilisation contre le tabagisme a été entamée dans la commune d'El Khroub en 2013 avec une campagne non stop". Affirmant qu'une évaluation de trois (3) ans de travail de proximité dans la lutte contre le tabagisme s'impose, le praticien a soutenu que la "purification" de l'environnement des effets nocifs du tabagisme "ne relève pas de l'utopie", et peut-être concrétisée à travers "un travail de proximité et beaucoup de persévérance".

Le plan d'action de cette caravane contre le tabagisme englobe "des actions ciblées et profondes" à travers un programme aussi riche que diversifié.

La caravane de sensibilisation contre le tabagisme a pris le départ depuis le centre communautaire Sadek Jean Massboeuf, pour se diriger vers les lieux publics de la commune d'El Khroub, les bureaux de postes, les administrations, les cafés et les centres commerciaux.

Les membres des différentes associations impliquées dans cette campagne de sensibilisation ont distribué des dépliants, des affiches et d'autocollants illustrant les dangers liés au tabagisme avec des copies de la loi relative à l'interdiction de fumer dans les endroits publics.

Dans l'après midi, la caravane devra se diriger vers la nouvelle ville nouvelle Ali Mendjeli pour la même action, programmée dans un centre commercial. A Ali Mendjeli, les troupes des scouts musulmans, l'association des parents d'élèves de l'école Mahfoudi Miloud et l'association culturelle "khawater" ainsi que l'association des jeunes de la localité de Salah Deradji contribueront à sensibiliser la population, a-t-on noté. La caravane qui devra se poursuivre jusqu'au 4 juin prochain, reprendra son périple samedi avec une excursion à la forêt d'El Meridj où des enfants sont conviés à participer à des jeux éducatifs et à assister à des pièces théâtrales. Ces activités seront animées par la troupe El Qotb des scouts musulman d'Ali Mendjeli et les encadreurs des activités culturelles et ludiques des maisons de jeunes de la même ville. Un documentaire sur les dangers du tabac sera diffusé dans la soirée du samedi au niveau centre communautaire d'El Khroub, a-t-on conclu.

Reda A.

Souk-Ahras

La wilaya à l'abri de la crise du logement à l'horizon 2018



La wilaya de Souk-Ahras sera à 90% à l'abri de la crise du logement à horizon 2018, a indiqué jeudi à l'APS, le chef de l'exécutif local, Abdelghani Fillali.

« Le maintien du rythme actuel en matière de concrétisation des programmes d'habitats dont a bénéficié la wilaya permettra de venir à bout de cette crise », a précisé le chef de l'exécutif local en marge d'une visite d'inspection des chantiers de réalisation de 460 publics locatifs (LPL), implantés au plan d'occupation des sols (POS).

Il a souligné que la distribution, « avant le début du mois de Ramadan de 1.055 LPL à travers huit (8) communes

de la wilaya, à côté d'un autre quota de 2.900 autres LPL, dont la réalisation est confié à une entreprise chinoise, est en mesure "d'atteindre l'objectif tracé" en matière de satisfaction de demandes de logements. Affirmant que la demande de logement dans la wilaya de Souk Ahras demeure "modérée" comme l'attestent, a-t-il soutenu les statistiques de ses services. Le chef de l'exécutif a affirmé, dans le même sillage, que la problématique du logement sera atténuée avec l'achèvement du projet de 9.554 LPL, dont les travaux connaissent actuellement "un rythme soutenu" dont 150 LPL confiés en réalisation à une entreprise chinoise, répartie dans les communes de Souk-Ahras (2.900), M'daourouch (1.450), et Sedrata (800).

La même source a fait savoir que les travaux de réalisation du projet de 1.500 logements vente-location à Souk-Ahras, ont été lancés la semaine dernière, alors que ceux du projet de 500 logement de la même formule à M'daourouch, et 300 unités à Sedrata, seront bientôt lancés.

Une fois concrétisé, ce programme ambitieux permettra d'atténuer la crise du logement dans cette wilaya frontalière, et de ramener le taux d'occupation de logement par habitant, de 4,6 à 4,2. Le wali de Souk-Ahras a aussi inspecté le projet de réalisation de 200 LPL dans la localité de M'daourouch où des instructions sont été données quant au respect des clauses du cahier de charge en termes de délais et de qualité de réalisation.

Reda A.

Mostaganem

Remise de 829 pré-affectations de logements sociaux

Pas moins de 829 pré-affectations de logements sociaux locatifs ont été attribuées, jeudi, à leurs bénéficiaires de la commune de Mostaganem, a-t-on constaté.

Le wali de Mostaganem, Abdelwahid Temmar a présidé la cérémonie de remise symbolique de 40 décisions de pré-affectations de logements à El Hachm (Sayada) dont le taux d'avancement des travaux a atteint 85 pour cent. Il est prévu la remise d'autres décisions dans les prochains jours.

Le responsable a indiqué que la commune de Mostaganem n'a pas enregistré d'opération d'attribution de logements sociaux depuis 2004 en dehors du programme de résorption de l'habitat précaire (RHP), soulignant que ce premier lot concerne les demandeurs de logement social de 1998 à 2001, en attendant un autre lot les prochains jours.

Il a ajouté que 1.364 autres pré-affectation de logements sociaux seront attribuées

à la fin du mois du ramadhan prochain dont 1.000 unités pour la commune de Mostaganem et le restant aux dairas de Bouguirat et Hassi Mamèche, insistant sur la priorité à l'ancienneté dans l'opération d'attribution. M. Temmar a souligné que 6.000 logements de différents programmes seront distribués cette année dans la wilaya de Mostaganem.

Par ailleurs, le directeur de wilaya de l'habitat, Larbi Bahloul a annoncé la remi-

se de 2.299 pré-affectations de logements sociaux locatifs en fin d'année courant dans les dairas d'Ain Nouissy, d'Ain Tedèls, de Bouguirat, de Sidi Lkahdar, de Sidi Ali, de Kheireddine et de Mostaganem. D'autres décisions de 1.342 logements ont été remises en début d'année dans les dairas de Kheireddine, Sidi Ali, Hassi Mameche, Mesra et Bouguirat, a-t-on rappelé.

R. R.

Mascara

Baisse du nombre des accidents de la circulation

Le nombre des accidents de la circulation a baissé dans la wilaya de Mascara dans les quatre premiers mois de 2016 par rapport à la même période de l'année dernière, a-t-on appris jeudi du groupement de wilaya de la Gendarmerie nationale.

Le lieutenant Kaddouri Hamza de la sécurité routière a expliqué, lors des portes ouvertes sur la Gendarmerie nationale inaugurées jeudi à la maison de la culture «Abi Ras Ennaciri» de Mascara, que 56 accidents ont été relevés dans les quatre premiers mois de l'année en cours contre 158 dans la même période de 2015, soulignant également une baisse du nombre de blessés de

252 à 105 et une stabilité du nombre de morts (24 victimes).

Le même responsable a justifié la baisse du nombre d'accidents de la circulation par l'intensification des activités des unités de la gendarmerie et l'utilisation du radar installé dans des voitures banalisées et doté d'une haute technologie permettant d'enregistrer 7.432 infractions au code de la route en 2015.

Les statistiques de l'activité du service de la police judiciaire du groupement de wilaya de la GN communiqués lors de cette manifestation d'information font état d'une hausse du nombre de crimes et délits traités par les

unités de ce corps de sécurité dans différentes communes de la wilaya, surtout le crime organisé, signalant la saisie de 1.043 kg de kif traité dans les premiers mois de l'année en cours.

Ces portes ouvertes de trois jours permettent de faire découvrir au public le rôle et missions dévolues à la gendarmerie et les moyens utilisés dans les investigations dans le cadre de la lutte contre la criminalité et la protection des citoyens, leurs biens, la sécurité des routes, le bilan des activités de ce corps en 2015 et cette année.

Lors de la cérémonie d'ouverture de cette manifestation, qui s'est déroulée en présen-

ce des autorités de la wilaya et de représentants de la famille révolutionnaire et d'associations locales, des retraités de la gendarmerie et des parents de victimes du devoir national ont été honorés. En outre, des fauteuils roulants ont été remis à des handicapés moteurs.

En outre, des exhibitions en arts martiaux et des démonstrations ont été présentées à la place «Mustapha Bentouhami» au centre-ville de Mascara par des éléments de la section de la sécurité et d'intervention (SSI) et de la brigade cynophile spécialisée dans la détection de la drogue.

Ghani I.

Jijel

Un budget pour le revêtement des voies urbaines

Une enveloppe financière de 122 millions de dinars a été mobilisée à Jijel pour le revêtement des voies urbaines, l'extension et le renforcement de l'éclairage public au chef-lieu de wilaya, a-t-on appris, jeudi, auprès des services de la wilaya. Quatre (4) grandes opérations de revêtement du réseau routier intra-muros pour un linéaire de dix (10) km ont été entamées, a-t-on indiqué. Il s'agit de voies situées dans le centre, est et ouest de la ville, et du quartier Mekasseb, après l'achèvement des travaux de pose de conduites d'assainissement des eaux pluviales. Ces actions ont été également menées avec le concours d'autres opérateurs, tels que l'Algérienne des eaux (ADE), Algérie Télécom, l'office national d'assainissement (ONA), la direction de distribution de l'Est (DDE), pour éviter la dégradation du réseau routier après la pose du bitume, travaux confiés à deux entreprises spécialisées. S'agissant de l'extension et du renforcement de l'éclairage public, les travaux qui ont bénéficié d'une enveloppe de 84 millions de dinars concernant un réseau de pose de 18.000 mètres linéaires de câbles. Ces opérations lancées à la veille de la saison estivale et du mois sacré de Ramadhan ont également pour but d'améliorer le cadre de vie de la cité littorale qui aspire à retrouver son lustre d'antan, ont affirmé les services de la wilaya.

R. N.

Biskra

Démarrage des moissons-battages

La campagne des moissons-battages de la saison agricole 2015-2016 a officiellement démarré jeudi à Biskra avec une prévision de récolte tablant sur 765.000 quintaux. Le coup d'envoi de l'opération a été donné par le wali Mohamed Hamidou à l'exploitation "frères Allam" sur le périmètre Essaregh dans la commune d'Ourlal en présence des cadres de la direction des services agricoles (DSA) et opérateurs de la filière. L'exploitation "frères Allam" occupe 480 hectares dont 100 consacrés au blé dur et 45 hectares à l'avoine en plus 1000 palmiers-dattiers producteurs. Selon Aïssa Derbali, directeur des services agricoles, la production céréalière 2016 de la wilaya devra atteindre 765.449 quintaux dont 18.000 quintaux de semences sélectionnées sur une surface emblavée de 25.400 hectares.

R. T.

CONFLITS ▶▶

Lutte contre l'EI en Irak et Syrie

Des centaines de civils fuient Fallouja

Des centaines de civils ont fui le secteur de Fallouja, dans le centre de l'Irak, alors que la coalition internationale appuie des offensives contre le groupe Etat islamique (EI) dans cette ville et dans la province de Raqa, en Syrie.



La coalition menée par les Etats-Unis a intensifié ses raids, affirmant avoir tué le chef des jihadistes à Fallouja, une ville située à 50 kilomètres à l'ouest de Baghdad et que les forces irakiennes soutenues par la coalition tentent de reprendre à l'EI.

«Nous avons tué plus de 70 combattants ennemis, y compris Maher Al-Bilawi, qui était le commandant des forces de l'EI à Fallouja», a déclaré vendredi le colonel américain, Steve Warren, porte-parole de la coalition.

Il a indiqué que la coalition avait procédé à plus de 20 bombardements par air et à l'artillerie dans cette zone ces quatre derniers jours.

Les forces irakiennes ont lancé depuis lundi une offensive pour reprendre Fallouja, tenue par l'EI depuis 2014.

Elles ont atteint trois ponts menant à la ville, a déclaré le commandant irakien Abdelwahab Al-Saadi. Mais elles ont rencontré «une résistance dans les banlieues», le groupe jihadiste ayant recours «aux voitures piégées, aux attaques-suicides et aux tireurs embusqués».

Des centaines d'Irakiens ont fui vendredi le secteur de Fallouja avec l'aide des forces gouvernementales selon des respon-

sables.

L'ONU avait indiqué jeudi que 800 personnes avaient réussi à fuir Fallouja depuis le début de l'offensive, estimant que 50 000 civils y vivaient encore dans des conditions dramatiques, la nourriture étant «rare» et les «médicaments épuisés».

En Syrie, la coalition a également intensifié ses frappes contre l'EI dans la province de Raqa en appui à un assaut terrestre majeur de forces arabo-kurdes (FDS) lancé mardi.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (Osdh), 150 raids auraient été menés en trois jours dans la province de Raqa. Mais le colonel Warren a qualifié ce chiffre d'«inexact».

D'après le site de la coalition, 83 raids ont été menés en Syrie et en Irak depuis le lancement des offensives à Fallouja et dans la province de Raqa.

En Irak comme en Syrie, la communauté internationale s'inquiète du sort des civils pris au piège dans les combats.

Le Conseil de sécurité de l'ONU discutait vendredi du désastre humanitaire en Syrie, où plus de 280 000 personnes ont été tuées et des millions jetées sur les routes depuis 2011.

Selon le chef des opérations

humanitaires de l'ONU, Stephen O'Brien, le nombre de civils syriens assiégés par les forces du régime ou par divers groupes armés en Syrie a augmenté de 75 000 pour atteindre 592 700 personnes.

«Ces chiffres sont choquants, car ils montrent la nette détérioration de la situation des civils, alors même qu'une cessation des hostilités est en place» en Syrie depuis fin février, a déclaré M. O'Brien au Conseil de sécurité par vidéoconférence depuis Genève. Même si l'alliance arabo-kurde exclut dans l'immédiat un assaut contre la capitale provinciale Raqa, le plus important fief de l'EI en Syrie, les civils cherchent à la quitter mais en sont empêchés par l'EI, selon l'Osdh.

Environ 300 000 personnes vivent dans la ville de Raqa, où l'EI utilise les civils comme «boucliers humains» selon les FDS.

«L'EI ne délivre pas de permis pour quitter la ville, même pas aux gens malades ou qui ont besoin d'être soignés ailleurs», a dit le directeur de l'Osdh, Rami Abdel Rahmane.

Des familles ont toutefois pu s'échapper et rejoindre la province d'Idlib (nord-ouest).

L'organisation jihadiste a installé de nouveaux barrages militaires dans la ville, selon ce grou-

pe.

Les FDS sont également soutenues au sol par des membres des forces spéciales américaines, dans un rôle «de conseil et d'assistance» selon le Pentagone. Des militaires américains ont été vus avec les combattants de la milice kurde des YPG dans le village de Fatsa repris aux jihadistes dans le nord de la province de Raqa.

La Turquie a accusé les Etats-Unis d'«hypocrisie», en évoquant la présence des soldats américains dont certains arboraient l'insigne des YPG, milice considérée comme «terroriste» par Ankara.

Les Etats-Unis ont demandé à leurs soldats d'ôter ces écussons, a déclaré vendredi le colonel Steve Warren.

A l'ouest de la province de Raqa, dans celle d'Alep, l'EI progressait en direction des localités d'Azaz et de Marea, proches de la frontière turque et tenues par les rebelles, selon des militants.

«Nous sommes terriblement inquiets pour environ 100 000 personnes prises au piège entre la frontière turque et les lignes de front», a indiqué Pablo Marco, responsable régional des opérations pour Médecins sans frontières (MSF).

AFP

Yémen

Arrestation de sept éléments de Daech, dont un Occidental

Sept éléments de l'organisation terroriste auto-proclamée Etat islamique (EI/Daech), dont un Occidental, ont été arrêtés hier à Aden, dans le sud du Yémen, selon un responsable de la police.

«Nous avons arrêté sept membres de Daech, parmi eux un Occidental, dans le quartier de Mansoura» à Aden, a indiqué Mounir al-Yafie, un responsable de la police qui a pris part au raid.

Ces arrestations font partie d'une opération des forces de sécurité contre les organisations terroristes Daech et Al-Qaïda, qui ont revendiqué ces derniers mois de nombreux attentats dans la deuxième ville du Yémen et dans le sud de ce pays en guerre, a-t-on indiqué.

Daech avait tué lundi, dans un attentat, 41 recrues de l'armée loyaliste et des soldats à Aden, huit jours après un autre double attentat qui avait fait 47 morts parmi des recrues de la police dans une région du sud-est du pays.

Aden a été déclarée «capitale provisoire» du Yémen par le gouvernement du président Abd Rabbou Mansour Hadi, en conflit depuis plus d'un an contre les rebelles du mouvement Ansarullah, dit Houthi, qui occupent la capitale Sanaa, dans le nord du pays.

Riad D.

Turquie

Deux roquettes tirées de Syrie tombent près de l'aéroport de Gaziantep

Deux roquettes tirées depuis la Syrie sont tombées samedi près de l'aéroport international de Gaziantep, grande ville du sud de la Turquie, sans faire de victimes, a rapporté l'agence de presse Dogan.

L'un des projectiles s'est écrasé dans le jardin d'un ensemble d'habitations pour les employés de l'aéroport Oguzeli de Gaziantep et l'autre dans un terrain vide, sans faire de blessés, selon Dogan.

De nombreux tirs de roquettes, attribués par les autorités turques au groupe terroriste auto-proclamé Etat islamique (EI/Daech), ont frappé cette année la ville frontalière de Kilis.

Mais les projectiles pénètrent rarement autant en profondeur dans le territoire turc: l'aéroport de Gaziantep est situé à une quarantaine de kilomètres de la frontière syrienne.

Kilis, au sud-ouest de Gaziantep, a été visée depuis le début de l'année par des dizaines de roquettes qui ont fait au moins 21 morts et environ 70 blessés. Cinq personnes ont encore été blessées hier.

R. N.

Syrie

Washington nie toute crise avec Ankara

Washington a nié hier toute crise avec son allié turc ulcéré par des photos de l'AFP de forces spéciales américaines en Syrie arborant sur leurs uniformes l'insigne des milices kurdes syriennes qu'Ankara considère comme des «terroristes». Interrogé pour savoir s'il y avait une «crise» diplomatique entre les Etats-Unis et la Turquie, le porte-parole du département d'Etat Mark Toner a répondu «non».

«Nous comprenons les inquiétudes de la Turquie et, disons-le clairement, nous continuons d'en discuter ainsi que d'autres préoccupations que peut avoir Ankara», a ajouté le diplomate américain.

Face à la colère d'Ankara, les forces spéciales américaines ont été priées hier d'ôter les écussons des Unités de protection du peuple kurde (YPG).

Les Etats-Unis estiment que les YPG for-

ment l'un des groupes armés les plus efficaces pour combattre les jihadistes de l'Etat islamique dans le nord de la Syrie.

L'armée américaine a dépêché plus de 200 soldats des forces spéciales dans le nord de la Syrie, où ils conseillent officiellement les Forces démocratiques syriennes (SDF), dont la plupart sont des combattants des YPG.

Un photographe de l'AFP a vu une vingtaine de ces soldats américains aux côtés des combattants arabes et kurdes qui mènent une offensive dans la province syrienne de Raqa (nord) contre l'EI et il les a entendus communiquer entre eux en anglais.

Mais ce soutien diplomatique et militaire des Américains à ces milices kurdes de Syrie a tendu ces derniers mois les relations entre Ankara et Washington, alliés au sein de l'Otan. Et l'affaire des insignes kurdes sur des uniformes américains n'a fait qu'envenimer

une ambiance déjà glaciale sur le dossier syrien.

Le ministre turc des Affaires étrangères Mevlüt Cavusoglu a dénoncé l'«hypocrisie» des Etats-Unis et jugé «inadmissible» que des membres de leurs forces spéciales portent les insignes des YPG.

La Turquie considère les YPG comme étroitement liées au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui mène depuis 1984 une rébellion meurtrière sur son sol, et les accuse d'avoir commis des attentats à Ankara.

M. Toner, du département d'Etat, a réaffirmé le distinguo que fait Washington entre le PKK, «organisation terroriste étrangère», et «au contraire les YPG, comme d'autres forces dans le nord de la Syrie, qui combattent effectivement l'EI». «Nous allons continuer à les soutenir», a insisté le porte-parole américain.

R. N.

RDC

Le M23 et les autorités se sont vus pour une réunion jugée constructive

Les autorités de République démocratique du Congo et les ex-rebelles du M23 se sont retrouvés à nouveau autour d'une même table à Kinshasa, vendredi 27 mai 2016. Après des mois d'impasse, de communiqués accusateurs, l'ONU se félicite de la reprise de la mise en œuvre des accords de Nairobi qui avaient officiellement mis fin à la guerre. La réunion a bien failli capoter. Venus de Kampala, les trois représentants du M23 ont réclamé la libération de trois de leurs camarades détenus dans la capitale de RDC, annoncés comme faisant partie de leur délégation.



Le Mouvement du 23-Mars a hésité à venir, puis à entrer dans la salle de réunion. A chaque étape, la facilitation a temporisé, insisté. En face, la partie gouvernementale n'a cessé de crier à la mauvaise foi, arguant que les rebelles n'avaient qu'à rester en Ouganda et qu'après tout, c'était elle qui avait gagné la guerre.

Mais à l'issue de la réunion : atmosphère plutôt détendue, petites plaisanteries, conférence de presse commune. François Mwamba, le coordonnateur du mécanisme congolais de suivi des déclarations de Nairobi, est satisfait de la rencontre :

" Nous ne sommes pas seuls dans ce processus. Il y a les garants, mais il y a l'autre partie. Pour la première fois, nos arguments ont pu être, devant témoins, devant des garants, présentés à l'autre partie, qui a développé ses propres arguments. C'est la volonté de tous, de faire en sorte que : un, tout le monde revienne au pays ; deux, nous puissions mettre fin à l'ensemble des enga-

gements convenus à Nairobi. "

Le M23 n'avait cessé de dénoncer le non-respect des engagements de Nairobi et la mauvaise volonté du gouvernement. Désiré Rwigema est le chef de la délégation des rebelles venue de Kampala : " Il y a un début à toute chose, dit-il. Aujourd'hui, c'est la relance du processus. On espère que ça va aller de l'avant et nous y croyons fermement. "

Enfin, pas d'annonce concrète, mais un changement de ton. Et la promesse de faire preuve de bonne volonté pour parvenir à un accord. Les deux parties ont promis de se mettre au travail dès ce samedi pour une réunion technique. L'an dernier, le groupe d'experts des Nations unies s'était inquiété de la disparition des camps de cantonnement en Ouganda et au Rwanda de centaines d'ex-rebelles du M23.

RFI

Moïse Katumbi toujours hospitalisé en Afrique du Sud

L'opposant congolais, Moïse Katumbi, se trouve toujours en Afrique du Sud. Il a quitté la RDC vendredi dernier pour subir des examens médicaux à l'étranger. Un départ 24 h seulement après avoir été inculpé pour atteinte à la sûreté de l'Etat.

Une semaine plus tard, Moïse Katumbi se trouve toujours dans un hôpital de Johannesburg. Selon l'un de ses conseillers, il a changé d'établissement cette semaine pour des raisons de sécurité. Ses proches s'inquiétaient de la présence de deux personnes non identifiées qui traînaient dans les couloirs.

On ne sait pas dans quel établissement il a été transféré, ni la nature des soins qu'il reçoit, mais son entourage précise que l'opposant a des problèmes respiratoires depuis son altercation avec la police, il y a deux semaines, à Lubumbashi, où des gaz lacrymogènes ont été tirés. Moïse Katumbi est arrivé en Afrique du Sud tard vendredi dernier à bord d'un avion médicalisé en compagnie de sa femme et d'un médecin.

Le procureur général de la République a autorisé sa sortie du territoire à condition qu'il revienne faire face à la justice. Le candidat à la présidence a été inculpé pour atteintes à la sûreté de l'Etat dans une affaire de recrutement de présumés mercenaires étrangers et il encourt la prison à vie.

RFI

Guinée-Bissau

Marge de manœuvre réduite du nouveau Premier ministre

En Guinée-Bissau, le nouveau Premier ministre, qui avait déjà exercé des fonctions ministérielles par le passé, est fortement contesté. Bassiro Dja a prêté serment, vendredi 27 mai, à Bissau, la capitale. Une investiture sous haute protection policière, en présence notamment du chef de l'Etat, Jose Mario Vaz. Officiellement, le Premier ministre est donc en place, mais dans les bureaux de la primature, la contestation persiste.

Le nouveau Premier ministre doit diriger un gouvernement d'une trentaine de

membres avec le Parti de la Renovation sociale, son allié de circonstance qui occupe des postes clés. Dans ce mariage contre nature, Baciro Dja aura-t-il une grande marge de manœuvre pour appliquer un programme taillé sur mesure ?

Exclu du PAIGC, parti au pouvoir, avec quatorze autres députés, le nouveau Premier ministre doit aussi faire face à la fronde de ses anciens camarades du parti qui estiment que son choix incombait au parti, conformément à la Constitution, et

non au président.

Il est vrai que la Guinée-Bissau, c'est avant tout l'histoire d'un parti politico-militaire, le PAIGC. Ce parti où les clivages sont très vivaces n'imagine pas un seul instant de se passer de l'influence militaire dans sa lutte pour le pouvoir.

Cette toile de fond permet de comprendre que le problème bissau-guinéen n'est, au fond, rien d'autre qu'une lutte de pouvoir pour contrôler les maigres richesses du pays.

RFI

Burkina Faso

La justice s'organise pour lutter contre les actes de terrorisme

La justice burkinabè se réunit depuis vendredi pour réfléchir sur la création des pools judiciaires spécialisés dans la lutte contre le terrorisme, cinq mois après l'attaque de Ouagadougou, qui a fait une trentaine de morts.

Selon la présidente du conseil supérieur de la magistrature, Thérèse Traoré/Sanou, au cours de cette rencontre, les acteurs de la justice passeront en revue, l'avant-projet de loi portant création, organisation et fonc-

tionnement des pools judiciaires spécialisés de lutte contre le terrorisme, ont rapporté des médias locaux.

Depuis plusieurs mois, le Burkina Faso est sous la menace terroriste. Les pays est en proie à des attaques d'individus connus à ses frontières notamment avec le Mali et le Niger.

Le 18 mai, trois insurgés arrivés en voiture ont ouvert le feu sur un poste de police situé à l'extrême nord du pays et blessé

par balles deux policiers.

En mi-janvier dernier, une attaque terroriste revendiquée par Al Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), a fait une trentaine de morts dans la capitale Ouagadougou.

Fin juin dernier, le poste de douanes de Déou, dans le Nord du Burkina Faso (frontalier avec le Niger et le Mali), avait été attaqué à la kalachnikov, faisant des blessés.

R. A.

Sénégal

Le PDS d'Abdoulaye Wade prendra finalement part au dialogue national

Après la victoire du " oui " au référendum, le président Macky Sall lance ce samedi 28 mai un dialogue national : société civile, leaders religieux, partis politiques sont conviés à discuter de la mise en application des 15 points de la réforme constitutionnelle proposée par le chef de l'Etat, notamment la réduction du mandat du prochain président de sept à cinq ans, le droit à un environne-

ment sain, la création de postes de députés pour les Sénégalais de la diaspora. Alors que de nombreux partis politiques d'opposition ont décliné l'invitation, vendredi soir, le PDS, dirigé par Abdoulaye Wade, a finalement annoncé sa participation. La tension est sérieusement montée devant le QG du PDS, le parti d'Abdoulaye Wade, avant même l'annonce officielle de sa participation au dialogue national proposé par le président Macky

Sall. Des cadres du comité directeur, notamment Farba Senghor, ont quitté les lieux, furieux. Ce coup de chaud a obligé Amadou Sall à faire sa déclaration à l'intérieur et non sur le perron comme le veut la tradition. " Pour avoir dénoncé et s'être plaint du déficit de concertation, le Parti démocratique sénégalais accueille favorablement l'appel du président de la République à un dialogue autour des questions nationales", déclare-

t-il. A l'origine de ce revirement de situation, le PDS n'a en effet jamais accepté de discuter avec le président Macky Sall depuis son élection en 2012, l'avis d'Abdoulaye Wade. L'ex-chef de l'Etat a décidé que son parti devait participer. Amadou Sall a néanmoins émis des réserves sur le cœur des discussions à venir. « Autant nous sommes prêts à un dialogue national, autant nous ne voyons aucune raison de discuter de la

Constitution ", prévient-il.

Les quinze points du projet de réforme de la Constitution proposé par Macky Sall et validé par le " oui " au référendum seront pourtant bel et bien au cœur de ce dialogue national. Un dialogue boycotté par des leaders de la classe politique comme Malik Gakou et Idrissa Seck. Mais la présence d'Oumar Sarr, secrétaire général du PDS, est pour Macky Sall une première réussite.

RFI

Dilma Rousseff

"Ma destitution est un coup d'Etat"

Par Dilma Rousseff

Brasilia, le 19 mai – Dilma Rousseff, évincée du pouvoir par le Parlement brésilien il y a une semaine, a déclaré lors d'une interview exclusive à RT que sa destitution était un coup d'Etat puisqu'elle n'a pas enfreint la Constitution de son pays.

■ ■ RT : Vous êtes désormais au palais Alvorada et d'une certaine façon bannie dans votre propre pays. Comment vous sentez-vous moralement ?

Dilma Rousseff (D. R.) : Je suis assez positive. Je continue de me battre non pas juste pour conserver mon poste de présidente, mais surtout pour la démocratie dans mon pays. Honnêtement, je n'ai pas l'intention de rester cloîtrée dans ma résidence officielle – le palais Alvorada. Je veux me rendre dans beaucoup de villes au Brésil, discuter avec le peuple, rencontrer beaucoup de gens. Cela va me permettre de dire aux Brésiliens, et peut-être même au monde entier, ce qu'il se passe réellement dans ce pays, et que nous allons nous battre contre ce que nous considérons être une tentative de coup d'Etat.

■ ■ Cela n'est-il pas, dans le fond, un coup d'Etat fantôme, «froid», puisque sans armes ? Selon vous, dans quelle mesure cet acte vous cible personnellement, et dans quelle mesure cible-t-il non seulement le pays, mais aussi ses alliés, notamment les BRICS ?

Il s'agit là d'un coup d'Etat puisque la Constitution n'a pas été enfreinte

D'après moi, c'est le processus de destitution, de ma mise à l'écart. La destitution est prévue par la constitution de notre pays uniquement si le Président enfreint la Constitution et ne respecte pas les droits de l'Homme. D'après moi et mes soutiens, il s'agit là d'un coup d'Etat puisque la Constitution n'a pas été enfreinte. Ils me poursuivent en justice pour mes actions, pour des «crédits» supplémentaires accordés au budget, mais tous les présidents avant moi l'ont fait. Ça n'a jamais été un crime et ça n'en devient pas un maintenant. Il n'y a rien qui permette de dire que c'est un crime. Pour parler de crime, il faut que ce terme soit défini par la loi. C'est pourquoi mes soutiens et moi-même considérons que cette destitution est un coup d'Etat dans la mesure où la Constitution précise très clairement les conditions pour destituer le Président : un abus de pouvoir, une violation à la constitution ou aux droits de l'Homme. Les actions prises en compte dans ce procès n'ont strictement rien à voir avec de tels crimes. En outre, le Brésil est une république présidentielle. [...] C'est pourquoi le Président ne peut être destitué pour des motivations politiques, en raison du fait que l'on ne fait pas confiance au Président de la République [...].

L'équipe du film brésilien «Aquarius» en compétition à Cannes condamne la destitution de la présidente brésilienne Dilma Rousseff

Le gouvernement par intérim actuel ne partage ni notre vision des BRICS ni l'importance que nous accordons à l'Amérique latine

Une initiative a été lancée pour changer de programme politique – qui comprend notamment la sphère sociale et le développement économique – afin de faire face à la crise que le Brésil a connu ces dernières années et adopter un nouveau programme, à l'évidence néo-libéral. Ce programme prévoit, entre autres, la réduction de nos programmes sociaux à leur minimum, selon la doctrine d'«intervention minimale de l'Etat». Une doctrine qui va à l'encontre de toutes les lois brésiliennes sur les services publics, notamment la santé, le droit au logement, l'accès gratuit à une éducation de qualité, le salaire minimum, tout ce qui est garanti aux plus démunis au Brésil. Ils veulent en finir avec ces droits et en même temps ils mènent une politique antinationale – notamment en ce qui concerne les ressources en pétrole du



pays. D'importantes réserves de pétrole ont été découvertes au Brésil à 7 000 mètres de profondeur sous des couches antésalifères. Les ministres disaient que l'accès à ces réserves était impossible. Mais aujourd'hui on extrait des millions de barils de pétrole par jour de réserves se trouvant sous des couches antésalifères. Ils ont évidemment dit ça dans le but de changer la législation pour garantir l'accès à ces puits de pétrole à diverses compagnies pétrolières internationales. De plus, en ce qui concerne la politique étrangère, nous – l'ancien président Lula da Silva et moi-même – avons œuvré pour le renforcement des relations avec les autres pays d'Amérique latine, d'Afrique, les BRICS, mais également avec d'autres pays en développement – en plus bien sûr des relations avec les Etats-Unis et l'Europe. Je pense que le groupe des BRICS est l'une des alliances multilatérales les plus importantes du monde de ces 10 dernières années. Mais le gouvernement par intérim actuel ne partage ni notre vision des BRICS ni l'importance que nous accordons à l'Amérique latine. Ils parlent même de fermer nos ambassades dans les pays d'Afrique.

■ ■ Le nouveau gouvernement du président par intérim, que seuls 2% des Brésiliens soutiennent et qui pourrait être destitué lui-même au vu de certaines informations, est constitué exclusivement d'hommes de race blanche, dans un pays multiculturel, avec des ministres qui font l'objet d'enquêtes pour corruption... Jusqu'à quel point ce gouvernement est-il légal ?

Je ne l'ai pas nommé vice-président ou chef provisoire du gouvernement pour qu'il forme un nouveau gouvernement composé uniquement d'hommes blancs, sans aucune femme ni de personne d'origine africaine

Il n'y a aucune légitimité tout d'abord à cause du péché originel qui est le processus de chantage. Le représentant de la Chambre des députés [Eduardo Cunha, désormais destitué de ses fonctions], qui a initié ce processus, est accusé de posséder des comptes à l'étranger, de corruption, de blanchiment d'argent. Evidemment, ce processus répand la peste sur la démocratie brésilienne et détruit tout le dispositif gouvernemental que nous avons. Je ne l'ai pas nommé vice-pré-

sident ou chef provisoire du gouvernement pour qu'il forme un nouveau gouvernement composé uniquement d'hommes blancs, sans aucune femme ni de personne d'origine africaine. [...] Une autre caractéristique de ce gouvernement est qu'il adopte une mesure mais la change le lendemain : étant donné que ce n'est pas un gouvernement qui a été élu par le peuple, il n'a pas de programme législatif. Il n'a pas présenté son programme lors des élections, n'a pas participé aux débats. Ce programme n'a pas été approuvé par la population. C'est pourquoi le gouvernement raconte n'importe quoi.

Il dit par exemple qu'il faut détruire toute une partie du système unique de santé publique brésilien. Ce système garantit, selon la constitution de 1988, la gratuité et l'universalité des soins à la population. Le gouvernement provisoire veut réduire l'im-

portance de ce système, en transmettant une partie des services apportés à la population au secteur privé. Le gouvernement crée de tels conflits pour observer la réaction de la société et 24h plus tard change de position. Mais il pourra difficilement cacher que leur tendance, et en général leur but, consiste à adopter un programme aussi néo-libéral que possible face à la situation actuelle au Brésil.

Je suis convaincue qu'une énorme partie de la population brésilienne me soutient

■ ■ Y a-t-il une chance que vous retrouviez votre poste de présidente du Brésil ?

Je vais vous dire la chose suivante : je vais me battre chaque jour, chaque minute, chaque moment de ma vie pour que cela arrive. Et je suis convaincue qu'une énorme partie de la population brésilienne me soutient.

La presse saoudienne accuse les USA

Par Jay Symopoulos

En réponse à un vote unanime du Sénat américain pour permettre aux familles des victimes du 9/11 de poursuivre l'Arabie saoudite devant une Cour fédérale, un rapport publié dans le journal Al-Hayat basé à Londres, dû à l'expert juridique saoudien Katib al-Shammari, allègue que les États-Unis ont orchestré les attentats terroristes comme un moyen de se créer un ennemi nébuleux, afin de gagner le soutien du public pour une guerre mondiale contre le terrorisme. Le rapport al-Shammari, traduit par l'Institut de recherche des médias du Moyen-Orient (MEMRI), affirme que depuis longtemps la politique américaine est «construite sur le principe de la planification préalable et des probabilités futures», que les États-Unis ont maintenant tournée contre le régime saoudien après l'avoir employée avec succès contre les talibans et al-Qaïda d'abord, puis Saddam

Hussein et son Irak contrôlé par le régime laïque baasiste. Al-Shammari affirme que les récentes menaces américaines pour exposer les documents impliquant le gouvernement saoudien, sont tout simplement la poursuite d'une politique américaine, qu'il désigne comme «la victoire par les archives». Il souligne que, lors de l'invasion initiale de l'Irak, sous George HW Bush, Saddam Hussein a été laissé en vie et au pouvoir pour être utilisé comme «monnaie d'échange», mais quand les États-Unis ont décidé qu'il n'était «plus un as dans leur manche», Washington s'est déplacé pour renverser son gouvernement et installer au pouvoir un parti soutenu par les Américains.

Les attaques terroristes du 9/11 sont maintenant l'«as dans la manche» du gouvernement des États-Unis, selon al-Shammari. Le 11 Septembre est l'une des cartes gagnantes dans les archives américaines, parce que tous les gens avisés de par le monde qui sont des experts en politique américaine et qui



La nouvelle normalité

Guerre Froide 2.0

Depuis le coup d'état soft juridico-financier et politico-médiatique - comme au Brésil - jusqu'au soutien des jihadistes modérés, de multiples intrusions de la guerre hybride par pollinisation croisée ont créé maintenant un tourbillon de nouveaux virus mutants.

Par Pepe Escobar

La Guerre hybride, un concept washingtonien, a même été mise cul par dessus tête par ses concepteurs. L'OTAN, affectant la perplexité au sujet de l'existence même du concept, met l'invasion russe de l'Ukraine dans la catégorie des guerres hybrides. Cela sert les intérêts des fournisseurs de premier choix de guerres hybrides – comme la société RAND Corporation – et les pousse à aller plus loin en colportant des scénarios de jeux de guerre de la Russie cherchant à envahir et conquérir les États baltes – Estonie, Lettonie et Lituanie – en moins de deux jours et demi.

Et cela, à son tour, alimente encore plus l'hystérie militaire occidentale, orchestrée par le nouveau commandant de l'OTAN, alias Dr. Folamour, le Général Curtis [Le May, Ndt] Scaparrotti, s'assurant que son entrée en scène sera digne de celle de son prédécesseur, Philip Breedlove [alias Breedhate].

Un peu amusés par l'ensemble du cirque conceptuel, les Russes répondent par des actes. Vous déployez des moyens supplémentaires dans nos confins occidentaux ? Pas de problème, voici la réponse asymétrique. Et dites bonjour, sous peu, à notre nouveau jouet : le S-500.

Ce que veut Hillary

L'idée que Moscou aurait un quelconque intérêt à soumettre les États baltes est ridicule en soi. Mais avec la preuve de l'occupation directe de l'Afghanistan par les talibans – ils ne partiront jamais – et l'opération Droit de protéger en Libye – un État défaillant dévasté par les milices – tout cela étant le signe d'un échec lamentable, l'OTAN a cruellement besoin d'un succès. Entre alors en scène la rhétorique belliciste et la manipulation conceptuelle – malgré l'évidence que Washington déploie la guerre hybride sur tout l'échiquier. La réalité émerge au-delà des lunettes de l'OTAN. La Russie est en



avance sur le Pentagone/OTAN en matière de A2AD – antiaccès/interdiction de zone. Les missiles et les sous-marins russes peuvent facilement empêcher les avions de combat de l'OTAN de voler en Europe centrale et les navires de l'OTAN de patrouiller en mer Baltique. Pour la nation indispensable, ça choque – quel dommage !

L'implacable rhétorique hystérique masque le haut niveau des enjeux réels. Et c'est là que la candidate à la présidence des États-Unis, Hillary Clinton, entre en jeu. Tout au long de sa campagne, Clinton a vanté «un objectif stratégique majeur de notre alliance transatlantique». Le principal objectif stratégique n'est nul autre que le Partenariat Transatlantique pour le Commerce et l'Investissement (TTIP) – un OTAN commercial pour compléter l'OTAN politique et militaire [et parachever le chef d'œuvre, NdT].

Le fait que le TTIP, après les dernières fuites néerlandaises, court maintenant le risque d'être embourbé dans le territoire des Morts vivants est peut-être un revers temporaire. Le projet impérial est limpide ; reconfigurer l'OTAN, qui a déjà muté en super-Robocop global (Afghanistan, Libye, Syrie), en une alliance politico-économico-commercialo-militaire intégrée. Toujours

sous le commandement de Washington, bien sûr. Y compris les principaux vassaux/contributeurs périphériques, tels que les pétromonarchies du Golfe et Israël.

L'ennemi impérial, bien sûr, devrait être le seul projet authentique disponible pour le XXIe siècle : l'intégration de l'Eurasie – qui va des nouvelles Routes de la soie chinoises jusqu'à l'Union économique eurasiatique pilotée par la Russie ; l'intégration des BRICS, qui comprend la Nouvelle banque de développement (NDB), en tandem avec la Banque chinoise d'investissement dans les infrastructures asiatiques (AIIB) ; et l'Iran, une résurgence, bien qu'indépendante, connectée à l'Eurasie ; et tous les autres pôles indépendants parmi les nations non-alignées (NAM). Il s'agit de l'ultime confrontation permanente du XXIe siècle, qui va continuer à créer de multiples formes de guerres hybrides localisées – car elle a lieu non seulement à travers l'Eurasie, mais dans l'ensemble des pays du Sud. Tous les rouages sont en place – du Maidan aux négociations secrètes du TTIP ; de la provocation contre la Chine dans ses mers du Sud à la guerre des prix du pétrole et à l'attaque sur le rouble ; de l'espionnage de la NSA sur Petrobras, alimentant un lent mouvement légaliste de changement de

régime au Brésil, à une UE ravagée par deux fléaux : une crise de réfugiés, conséquence des guerres de l'OTAN – et instrumentalisée par la Turquie – accompagnée d'un terrorisme djihadiste salafiste également engendré par les mêmes guerres.

Même avec la France et l'Allemagne encore hésitantes – pourquoi payer un prix aussi élevé pour les sanctions contre la Russie ? – le projet de Washington parie sur une UE ravagée et perpétuelle otage de l'OTAN. Et finalement aussi un otage de l'OTAN dans le domaine économique, à cause des impératifs géostratégiques étasuniens contre l'intégration de l'Eurasie [à laquelle l'Europe est interdite de participation, NdT]. Cela implique une autre conséquence ; la guerre conceptuelle – ce sont les méchants Russes qui font la guerre hybride, pas nous ! – doit être gagnée à tout prix, en instillant la peur constante chez le citoyen moyen de l'UE. En parallèle, il est également essentiel de mettre en œuvre le barnum ; d'où l'une des opérations militaires des États-Unis les plus massives sur le sol européen depuis la fin de la guerre froide, avec l'US Navy et la Force aérienne à capacité nucléaire.

Telle est la nouvelle normalité ; Guerre Froide 2.0, 24/24, 7/7.

P. E.

d'avoir détruit le World Trade Center pour prétexter une guerre perpétuelle

analysent les images et les vidéos [du 9/11], conviennent à l'unanimité que ce qui est arrivé aux deux tours était une action purement américaine, planifiée et exécutée par les USA. La preuve en est la séquence d'explosions continues qui a découpé de façon spectaculaire les deux bâtiments [...] les ingénieurs en démolition contrôlée les ont détruites avec des explosifs, tandis que les avions s'y écrasant ne donnaient que le feu vert pour la détonation – ils ne sont pas la raison de l'effondrement. Mais aux États-Unis se propage toujours le blâme dans toutes les directions. [Cette politique] peut être surnommée «la victoire au moyen des archives». L'élan derrière les attaques, écrit al-Shammari, était de créer «un ennemi invisible – le terrorisme – qui est devenu le chat noir que les présidents américains ont pu blâmer pour toutes leurs erreurs» et qui devait fournir une justification à toute «opération sale», partout dans le monde.

Selon le rapport d'Al-Shammari dans Al-Hayat:

Le 11 Septembre, aux États-Unis, a permis plusieurs victoires en même temps,

que [même] les faucons [qui étaient à ce moment-là] à la Maison Blanche ne pouvaient pas imaginer. Certaines d'entre elles peuvent être énumérées comme suit:

Les États-Unis ont créé, dans l'opinion publique, un ennemi invisible – le terrorisme – qui est devenu le chat noir que les présidents américains ont pu blâmer pour toutes leurs erreurs, et est également devenu la motivation de base pour toute opération sale que les politiciens américains et des personnalités militaires désirent effectuer partout dans le monde. [Le label] terrorisme a été appliqué aux musulmans, et en particulier à l'Arabie saoudite.

En utilisant cet incident [9/11], les États-Unis ont lancé une nouvelle ère de réarmement mondial. Tout le monde a voulu acquérir toutes sortes d'armes pour se défendre et se lancer dans la guerre contre cet ennemi invisible, le terrorisme, [même si] jusqu'à maintenant, nous ne connaissons pas l'essence de ce terrorisme, dont les États-Unis parlent, à l'exception qu'il est islamique [...]

Les États-Unis ont mis le peuple américain devant un choix entre deux mauvaises options : vivre en paix [mais] rester exposé

à un danger de mort [le terrorisme] à tout moment, ou mourir de faim dans la sécurité, parce que le budget du pays sera consacré à l'envoi des Marines même jusque sur Mars pour le défendre.

La presse saoudienne a été prise de frénésie depuis le vote unanime du Sénat pour permettre à la Maison des Saoud d'être tenue responsable devant un tribunal fédéral américain pour les attaques de 9/11, en accusant les États-Unis d'être alliés avec l'Iran – avec force avertissements que le passage du projet de loi «satanique» pourrait «ouvrir les portes de l'enfer», comme c'est rapporté par Breitbart.

Al-Shammari est extrêmement clair quand il considère que le problème est la machine impériale des États-Unis elle-même, en déclarant, «la nature des États-Unis est qu'ils ne peuvent pas exister sans ennemi».

La nature des États-Unis est qu'ils ne peuvent pas exister sans ennemi ... [Par exemple,] après une période au cours de laquelle il n'y avait plus personne à combattre [à savoir après la Seconde Guerre mondiale], les États-Unis ont créé un nou-

veau type de guerre – la guerre froide [...] Puis, quand l'ère soviétique a pris fin, après que nous, les musulmans avions aidé les religions et combattu le communisme en leur nom [des Américains], ils ont commencé à voir les musulmans comme leur nouvel ennemi! Les USA y ont vu un besoin de créer un nouvel ennemi – et l'ont planifié, organisé et exécuté [à savoir blâmer les musulmans pour le terrorisme]. Cela ne finira jamais jusqu'à ce que les États-Unis atteignent les objectifs qu'ils se sont fixés. Alors que les Américains semblent lutter contre le terrorisme islamique, l'occasion est grande pour augmenter la peur et la propagande d'État destinées à susciter des populations civiles conformes qui acceptent passivement la perte de leur liberté pour des promesses d'une plus grande sécurité. Le complexe militaro-industriel a besoin d'un plus grand ennemi pour justifier ses 600 milliards de dollars de budget annuel, en commençant ainsi la transition vers l'étiquetage du couple russo-chinois comme agressif dans un effort pour commencer à pivoter d'un croque-mitaine à l'autre, plus rentable.

J. S.

Colombie

Libération des trois journalistes retenus par la guérilla

Les trois journalistes retenus en Colombie par la guérilla de l'ELN (extrême gauche) ont été libérés vendredi grâce à l'intervention de l'Eglise et du Défenseur du peuple, entité publique de défense des droits de l'homme, alors que le pays est en plein pourparlers de paix



La journaliste espagnole Salud Hernandez, retenue depuis une semaine, a été la première à être libérée.

C'est Gabriel Villa, l'archevêque d'Ocaña (nord-est), une localité de la zone où elle avait disparu, qui a annoncé la nouvelle. «Elle a été libérée, c'est confirmé», a-t-il déclaré à la chaîne Caracol Television, sans donner de détails sur les circonstances de sa disparition ou de sa libération.

«Elle est libre», a-t-il ajouté, affirmant avoir parlé avec cette hispano-colombienne de 59 ans, correspondante du journal espagnol El Mundo et chroniqueuse au quotidien colombien El Tiempo. Salud Hernandez était portée disparue depuis samedi dans la région de Catatumbo (nord-est), frontalière avec le Venezuela.

«Je me sens parfaitement bien. Merci beaucoup à l'Eglise catholique. Merci beaucoup à tous les confrères», a déclaré Mme Hernandez sur cette même chaîne, confirmant avoir été retenue par l'Armée de libération nationale (ELN, extrême gauche), la deuxième guérilla de Colombie.

«C'était un enlèvement», a-t-elle affirmé lors d'une conférence de presse.

«Tout s'est passé très vite. Ce qui s'est passé, c'est que le retour n'était pas rapide car, comme on le sait, les routes dans cette Colombie rurale sont un désastre», a ajouté sans plus de précision cette femme qui réside dans ce pays depuis les années 1990.

Peu de temps après, Diego D'Pablos et son collègue Carlos Mesa, de la radio-télévision colombienne RCN, qui étaient retenus également par la guérilla dans la municipalité d'El Tarra, dans le département de Norte de Santander, près de la frontière vénézuélienne ont été libérés. Les deux hommes enquêtaient sur la disparition de Salud Hernandez. «Nous allons bien tous les deux», a déclaré D'Pablos, cité par RCN dans un tweet. Ils ont été «bien traités», a-t-il ajouté.

Après s'être entretenu avec la journaliste, Andrés Mompotes, le directeur adjoint du quotidien El Tiempo où elle collabore, a déclaré à l'AFP que Salud Hernandez était

transportée dans un véhicule appartenant à l'Eglise.

«Salud a été remise à une commission de l'Eglise et se trouve en ce moment dans une voiture de l'Eglise entre San Francisco et Teorama (deux localités du département de Norte de Santander)», a-t-il précisé. «J'ai été bien traitée», a-t-elle affirmé selon M. Mompotes.

Après plusieurs jours d'incertitudes, le gouvernement a affirmé jeudi que l'ELN était responsable des disparitions de ces trois journalistes, qui intervenaient à un moment particulièrement sensible.

«A partir de maintenant, la responsabilité de l'intégrité et de la liberté de ces trois citoyens repose exclusivement sur l'ELN», avait déclaré le ministre de la Défense, Luis Carlos Villegas.

L'Armée de libération nationale (ELN), deuxième guérilla du pays existant depuis 1964, s'est justifiée dans un communiqué qu'il a remis à Salud Hernandez, qui s'est refusée à le lire, déclarant qu'elle n'était pas «un porte-parole de ces bandits».

AFP

Canada

Les feux toujours actifs à Fort McMurray

■ Des orages avec des averses localisées ont permis vendredi de donner un peu de répit sur le front des incendies de la région canadienne de Fort McMurray (Alberta, ouest) avec une amélioration significative de la qualité de l'air, ont indiqué les autorités.

L'avance du feu dans la forêt boréale de la région de la ville pétrolière de Fort McMurray est moins rapide avec 124.000 hectares ravagés sur les dernières 24 heures. Depuis le départ du feu le 1er mai, 578.620 hectares ont brûlé autour de Fort McMurray, selon le bilan du service des incendies de l'Alberta publié vendredi à 21H00 GMT.

Ce gigantesque incendie a nécessité l'arrêt de la production de plusieurs sites d'exploitation des sables bitumineux et l'évacuation de près de 100.000 personnes dans un rayon de 40 kilomètres autour de Fort McMurray.

Vendredi, le service canadien de la météo a émis des alertes aux orages pour l'Alberta et des averses se sont abattues sur la région.

Les quantités de précipitation sont trop faibles cependant pour aider les 2.309 pompiers à circonscrire le feu. Déployés dans toute la province, où 20 feux étaient encore actifs vendredi, ces pompiers sont assistés de 104 hélicoptères et 24 avions bombardier d'eau, selon le dernier bilan de la cellule de crise du gouvernement albertain.

L'amélioration de la qualité de l'air a permis au gouvernement de confirmer son calendrier de retour progressif des milliers d'évacués dans Fort McMurray. Sur une base volontaire, ces retours doivent s'étaler sur plusieurs jours.

En alerte rouge depuis le déclenchement des incendies —soit au-delà de la limite maximale de 10—, la qualité de l'air était vendredi revenue au niveau 3, selon l'indice publié par le ministère de l'Environnement de la province.

Avec toujours beaucoup de précaution, les compagnies pétrolières ont continué à rapatrier leurs employés vers leurs hébergements situés au nord de Fort McMurray, des immenses villages préfabriqués où 8.000 personnes avaient dû fuir sous la menace des flammes.

Les compagnies Suncor et Syncrude n'ont pas encore donné de date pour la reprise de leur production pétrolière.

AFP

Argentine

15 ex-militaires condamnés pour le plan Condor

■ La justice argentine a condamné vendredi 15 anciens militaires, dont un ex-dictateur, pour leur participation au Plan Condor, une opération des dictatures sud-américaines des années 1970 pour éliminer des opposants dans les pays voisins.

Six pays ont uni leurs forces pour pourchasser les militants de gauche hostiles à leur régime: l'Argentine, le Chili, l'Uruguay, le Paraguay, la Bolivie et le Brésil.

Le dernier dictateur de l'Argentine, Reynaldo Bignone (1982-1983), 88 ans, fait partie des condamnés. Il s'est vu infliger une peine de 20 ans de prison.

Des centaines d'ex-militaires ont été jugés en Argentine au cours des dix dernières années, seul pays d'Amérique latine à avoir entrepris une sorte de Nuremberg de la dictature.

Les Etats-Unis étaient au courant de l'existence du Plan Condor et ne s'y sont pas opposés, voyant dans ces dictatures un rempart face à l'avancée de la gauche, dans un contexte de Guerre froide.

«S'il y a des choses qui doivent être faites, faites-les rapidement. Mais vous devez reprendre rapidement les procédures normales», a répondu le secrétaire d'Etat Henry Kissinger à un ministre argentin qui l'informait de l'opération, selon un document versé au dossier d'accusation. C'est la première fois qu'un procès est consacré au Plan Condor en tant qu'organisation criminelle, même si des militaires sud-américains ont déjà été condamnés pour des crimes commis dans le cadre de ce plan.

La plupart des exécutions ou enlèvements (89) ont été perpétrés en Argentine, où de nombreux Uruguayens, Chiliens et Paraguayens ayant fui leur pays vivaient comme réfugiés politiques.

Le verdict a été accueilli par des applaudissements dans la salle d'audience du tribunal de Buenos Aires.

La plupart des dix-huit accusés ont été condamnés pour le délit de crime en bande organisée, à l'issue de trois ans d'audiences.

Les accusés n'étaient pas présents dans la salle d'audience lors de la lecture du jugement par le président du tribunal Oscar Almirante.

AFP

France

Près de 8 citoyens sur 10 ne souhaitent pas que Sarkozy soit candidat en 2017

■ Près de huit Français sur dix (78%) ne souhaitent pas que Nicolas Sarkozy soit candidat à la présidentielle et seul un quart pense que l'ancien président aurait fait mieux que François Hollande sur la loi travail, selon un sondage Odoxa pour CQFD/iTELE publié vendredi. Selon ce sondage, 78% des Français ne souhaitent pas que Nicolas Sarkozy se présente à l'élection présidentielle de 2017, contre seulement 21% qui le souhaitent. Même une nette majorité des sympathisants de droite (60%) ne le souhaitent pas et seulement 50% des seuls sympathisants Les Républicains souhaitent une candidature du chef de leur parti favori. Les Français jugent également à 59% que l'ancien président «ne gèrerait ni mieux ni moins bien le conflit actuel autour de la loi El Khomri» et 15% estiment même qu'il aurait encore fait moins bien.

20 minutes

Promotion de l'artisanat

Nécessité d'exploiter les ressources locales

La ministre déléguée auprès du ministre de l'Aménagement du territoire, du Tourisme et de l'Artisanat, chargée de l'Artisanat, Aïcha Tagabou, a mis l'accent, jeudi à Tamanrasset, sur la nécessaire exploitation des ressources locales dans le domaine de l'artisanat pour relever les défis rencontrés.



« L'exploitation des ressources locales dans le domaine de l'artisanat s'avère nécessaire pour relever les défis et les exigences croissantes du développement, par la mobilisation des moyens disponibles, qu'ils soient liés au savoir, à la technologie ou à la formation », a indiqué Mme. Tagabou, à l'ouverture d'une journée d'étude sur « la promotion de l'artisanat par l'exploitation des ressources locales ».

Pour la ministre déléguée, cette démarche permettra au secteur de l'artisanat de réaliser un bond « qualitatif », et de contribuer à l'impulsion de l'économie locale, sur la base d'une approche de développement de l'exploitation de ces ressources locales. La ministre déléguée chargée de l'Artisanat, a estimé pour cela nécessaire de développer le savoir-faire de la ressource humaine en matière de produc-

tion, par la formation dans les divers domaines, technique, de gestion, de conception et de création, conformément à la stratégie du secteur. Elle a fait état, à ce titre, de pas moins de 50 000 artisans, à l'échelle nationale, ayant bénéficié jusqu'ici de sessions de formation, et de leur encouragement à l'utilisation optimale des ressources locales, selon les spécificités de chaque région.

Ceci, a-t-elle ajouté, en plus de l'élaboration dans le domaine de la poterie, d'un programme national de production de pâtes d'argile blanche, rouge et thermorésistante, sachant que des investisseurs industriels privés se sont lancés justement dans la production de ces matières.

La ministre déléguée chargée de l'Artisanat, Aïcha Tagabou, a également mis en exergue l'importance de la coopération avec les autres secteurs dans le développement de l'artisanat, à travers

l'ouverture d'ateliers mixtes, la conclusion de partenariats avec diverses institutions, à l'instar des secteurs de la formation professionnelle, de l'emploi, du commerce et de l'enseignement supérieur.

Dans le cadre de sa visite de travail dans la wilaya de Tamanrasset, la ministre déléguée a présidé une cérémonie de signature de deux conventions entre la Maison de l'artisanat et des métiers et l'Agence de soutien à l'emploi des jeunes, d'une part, et le centre universitaire de Tamanrasset, d'autre part.

La première convention porte sur l'accompagnement de 12 artisans à travers des contrats d'insertion-formation dans le domaine de la poterie, et la seconde consiste en l'ouverture d'un laboratoire de préservation du patrimoine culturel au centre universitaire.

La ministre a aussi inspecté le centre de l'Artisanat à la cité El-Wiam où elle a donné le

coup d'envoi d'une session de formation dans la poterie au profit de 12 artisans, avant de mettre en service le nouveau siège provisoire de l'école de gemmologie et de bijouterie traditionnelle, créée dans le cadre d'un partenariat algéro-brésilien. Sur site, elle a appelé les partenaires de l'école à contribuer à la réussite de cette formation dont ont bénéficié 66 artisans issus de différentes régions du pays, dont 27 de la wilaya de Tamanrasset.

Au terme de sa visite de travail d'une journée dans la wilaya, la ministre déléguée a procédé à la remise de titres d'attribution d'une parcelle de terrain située à In Zouane (5 km à l'est de Tamanrasset) à une coopérative féminine locale pour la réalisation d'un projet de mégisserie, avant de remettre des diplômes à trois artisans ayant bénéficié d'une formation à l'école pilote de gemmologie.

R. S.

Changements climatiques L'université Oran 2 abritera une Ecole de printemps

Une Ecole de printemps sera dispensée, du 30 mai au 2 juin prochains, au niveau de la Faculté des sciences, de la terre et de l'univers, à l'université Oran 2 (Ahmed Ben Bella), dans le cadre du projet Tempus Climadapt (Changements climatiques et adaptation), a-t-on appris auprès des organisateurs.

Le projet Climadapt, lancé en 2013 avec des universités de différents pays méditerranéens, a pour objectifs principaux la mise en place d'un master international intitulé Changements climatique, adaptation et développement durable afin de former des étudiants spécialisés dans le domaine de l'étude et de l'expertise des changements climatiques en Méditerranée et la création d'un observatoire des changements climatiques.

Cette Ecole de printemps sera animée par des chercheurs de l'université de Ca Foscari de Venise (Italie) et traitera du thème de l'adaptation aux changements climatiques et la prévention des risques de catastrophes, a indiqué M. Mouley Idriss Hassani, directeur du laboratoire géo-ressources, environnement et risques naturels (Georen), coordinateur de l'événement.

L'Ecole du printemps mettra « l'accent particulièrement sur la présentation des outils et concepts pour l'évaluation et la réduction des risques ainsi que les moyens de mise en œuvre de solutions durables », a-t-il précisé.

Cette formation vise à fournir aux participants un ensemble d'approches théoriques et pratiques d'apprentissage et d'échange sur les opportunités en gestion des risques de catastrophes et de l'adaptation aux changements climatiques.

Le contenu du programme se base sur l'expertise d'une équipe interdisciplinaire de jeunes chercheurs spécialisés dans les domaines des sciences et politiques environnementales, l'ingénierie et la planification urbaine.

Y. O.

Tourisme saharien Un mégacomplexe de 494 lits entre en exploitation à El Oued

Un mégacomplexe touristique doté d'une capacité d'accueil globale de 494 lits, fruit d'un investissement privé, a été mis en service jeudi à El Oued, a-t-on constaté. Ce complexe dénommé La gazelle d'or, qui occupe une superficie de 140 ha dans la localité de Ouaziten, à l'entrée ouest de la ville d'El Oued, est considéré comme la plus grande structure touristique au sud du pays. Cette structure est caractérisée par sa conception architecturale harmonisant l'architecture islamique et le cachet typique à la région de Souf, et répondant aux spécificités climatiques des régions sahariennes grâce à l'usage de matériaux de construction locaux. Une enveloppe estimée à 10 milliards de DA a été consacrée à la réalisation de ce projet, dont les travaux ont été lancés en septembre 2008, sous la supervision d'un bureau d'études national spécialisé dans l'architecture et l'urbanisme pour en assurer le suivi technique. Doté de toutes les commodités nécessaires, le complexe touristique La gazelle d'or dispose de diverses installations dédiées à l'hébergement et les loisirs, notamment un hôtel de 87 chambres, 72 bungalows, 51 khaimas (tentes traditionnelles) équipées, 14 logements et un pavillon de 384 chambres pour le personnel, selon sa fiche technique.

Il comporte aussi un terrain de golf de 100 ha, réalisé selon les normes internationales, un sauna, des piscines, cinq restaurants, une grande salle de conférences et un musée, ainsi qu'une palmeraie de 150 ha comptant plus de 20 000 palmiers et oliviers.

Généralisant 393 emplois, le complexe assure des sessions de formation au profit de son personnel afin d'offrir des prestations de qualité à sa clientèle, selon les explications de ses responsables.

Bilal L.

Wilaya de Naâma

Projets en cours pour la promotion du tourisme

Plusieurs projets d'investissement dans le secteur du tourisme sont en cours de réalisation dans la wilaya de Naâma, pour augmenter les capacités d'accueil et améliorer les prestations, a-t-on appris jeudi des responsables locaux du secteur de l'aménagement du territoire, du tourisme et de l'artisanat.

Il s'agit des chantiers de quatre structures hôtelières et de centres d'hébergement privés d'une capacité globale de 360 lits, dont les travaux sont à différents degrés d'avancement, ainsi que d'une station touristique dans l'oasis de Tiout d'une capacité de 80 lits, livrable en janvier prochain, ont précisé les responsables du secteur. L'oasis de Tiout, au sud de Naâma, une région recelant de nombreux

atouts naturels et historiques, demeure en quête d'investissements à même de la hisser en pôle touristique par excellence, a-t-on souligné.

Figurant parmi les plus belles destinations touristiques sahariennes du pays, au regard de ses énormes potentialités attrayantes, tant naturelles, géographiques et climatiques et autres, Tiout s'est vu renforcer d'un projet d'hôtel doté de toutes les commodités nécessaires, commerciales, récréatives et touristiques, dans une conception respectueuse de l'environnemental et recourant à l'exploitation des énergies renouvelables.

Selon les services locaux du secteur, plusieurs structures hôtelières de la

wilaya sont en quête de réhabilitation, à l'instar de l'hôtel classé de Aïn Sefra, relevant de l'Entreprise de gestion touristique de l'Ouest (Egto), qui s'est vu accorder une opération de modernisation pour le mettre au diapason des normes internationales en vigueur.

Des propriétaires et gérants d'agences touristiques et de voyages de la wilaya estiment nécessaire la coordination entre les partenaires du secteur, dont les entreprises publiques de transports, les offices du tourisme et la Fédération nationale de gestion hôtelière, pour la promotion et l'impulsion des activités touristiques sahariennes et l'encouragement du tourisme intérieur.

Ghani I.

Les femmes ont permission d'être faibles, et elles se servent sans scrupule de ce privilège.

Madame de Sévigné



Page animée par Tinhinan

FEMMES

ILS ONT DIT :

Quel homme est sans erreur ? Et quel roi sans faiblesse ?
Voltaire

ACTU-FEMMES

LA VIDÉO DU VIOL COLLECTIF D'UNE ADOLESCENTE MET LE BRÉSIL EN ÉMOI



Effroi au Brésil. Le pays est sous le choc après la diffusion sur les réseaux sociaux d'une vidéo montrant une adolescente se faire violer par plus de 30 hommes. D'après la BBC, les policiers recherchent toujours les agresseurs de la jeune fille âgée de 16 ans. Quatre personnes ont été identifiées, ont assuré les forces de l'ordre, qui ont donc lancé un mandat d'arrêt à leur encontre.

Alors qu'elle rendait visite à son petit copain dans un quartier pauvre de Rio de Janeiro samedi 21 mai, l'adolescente a été attaquée par des hommes armés, révèle une déclaration faite à la police locale ayant fuité et citée par plusieurs médias. La jeune fille se serait alors réveillée le lendemain blessée, nue et sans aucun souvenir de l'attaque dans une maison remplie d'hommes.

Quelques jours plus tard, l'adolescente s'est rendu compte que des vidéos de son agression étaient diffusées sur Twitter. Un clip de 40 secondes, supprimé depuis, montrait notamment, selon les médias locaux, la jeune fille reprendre connaissance. L'adolescente a été hospitalisée afin de recevoir les traitements préventifs contre le sida et l'hépatite C.

La grand-mère de la victime, interrogée par le journal brésilien *Folha de São Paulo*, a déclaré que sa petite-fille «ne va pas bien» et est «complètement désorientée». «Je regrette d'avoir regardé la vidéo. Quand nous avons entendu parler de l'affaire, nous n'avons pas cru ce qu'il se passait. C'est un grand malheur», a-t-elle ajouté. Une campagne dénonçant la «culture du viol» au Brésil a été lancée sur Internet avec le hashtag #EstuproNuncaMais (#LeViolPlusJamais). La présidence a elle aussi réagi à l'agression, dénonçant «un crime barbare». Sur Twitter, le président par intérim, Michel Temer, a fustigé «avec la véhémence la plus absolue le viol de l'adolescente à Rio de Janeiro». «C'est une folie qu'en plein XXI^e siècle on soit confronté à des crimes barbares comme celui-là», a-t-il ajouté.

Dilma Rousseff, écartée du pouvoir dans le cadre d'une procédure en destitution, s'est elle aussi exprimée sur l'affaire, condamnant le fait qu'«en plus de commettre ce crime, les agresseurs ont divulgué photos et vidéo de la victime, inconsciente, sur Internet : une barbarie».

Alors que les Jeux olympiques commencent d'ici quelques semaines à Rio de Janeiro, cette agression pose la question de la sécurité dans le pays. En 2014, 47 636 viols ont été dénoncés à la police selon le Forum brésilien pour la sécurité publique, qui rappelle que seuls 35% des agressions sont reportées.

SOMMEIL

4 TECHNIQUES POUR RÉUSSIR À S'ENDORMIR

La Journée du sommeil, c'est une fois dans l'année. Oui mais vous, c'est tout le reste de l'année que vous éprouvez des difficultés à dormir. Plutôt que d'accuser le coup, testez ces méthodes de visualisation mentale * et trouvez celle qui vous aidera à retrouver des nuits sereines.

LA TECHNIQUE DES ONDES ALPHA POUR VOUS ENDORMIR PLUS FACILEMENT

Cette technique va vous programmer à dormir en ondes cérébrales alpha pour vous mettre en condition à accueillir la première phase du sommeil.

■ Allongez-vous dans votre lit : inspirez, expirez en visualisant le chiffre 3, trois fois. Inspirez puis expirez en visualisant le chiffre 2,

trois fois. Inspirez puis expirez en visualisant le chiffre 1 trois fois. Puis décomptez de 10 à 1. Vous êtes maintenant en ondes cérébrales alpha, prêt à ranger votre journée : demandez à la partie sage de vous-même de ranger tout ce que vous avez vécu dans votre journée et proposez-lui que cela revienne en mémoire le lendemain matin au réveil. Reste à vous endormir en ondes alpha : imaginez-vous devant un tableau sur lequel vous allez écrire d'une main et effacer de l'autre main. Vous dessinez un rond avec une croix dedans. Puis vous effacez la croix en partant vers l'extérieur du rond. Vous écrivez à côté du rond "plus profond". Ensuite vous écrivez 100 à l'intérieur du rond. Puis vous effacez en écrivant "plus profond" à côté du rond.

Vous écrivez maintenant 99 à l'intérieur du

rond avant d'effacer en écrivant "plus profond" à côté du rond. Vous continuez à décompter comme cela jusqu'à vous endormir.

Plus efficace que compter les moutons ! LA TECHNIQUE DU VERRE D'EAU POUR RÉSOUDRE UN PROBLÈME

Elle est particulièrement recommandée pour celles et ceux qui n'arrivent pas à dormir car elles cogitent beaucoup. Plutôt que de ruminer de façon stérile au coucher, essayez ceci.

■ Prenez un grand verre d'eau et posez-le sur votre table de chevet.

■ Mettez-vous en ondes alpha (voir exercice précédent) et demandez à votre partie sage de trouver une solution à votre problème.

■ Avant de dormir, buvez la moitié du verre d'eau

■ Au réveil, vous devriez avoir la solution. Pour l'ancrer, buvez le reste du verre d'eau.

Toujours pas de solution ? Les prochains jours devraient vous apporter des conseils et des éléments de réponse. Recommencez cette technique jusqu'à ce que tout devienne plus clair.

LA TECHNIQUE DU MANTRA, OU L'AUTOSUGGESTION À BIEN DORMIR

Vous pensez trop ? Calmez votre esprit en répétant un mot ou une phrase qui vous évitera de ressasser ces pensées qui vous tiennent en éveil.

Vous pouvez d'abord vous mettre en ondes alpha. Puis récitez un mot ou une phrase posi-



tive qui vous apaise et pourra vous aider à vous relaxer. Par exemple : "Je suis bien, je suis serein" ou "je suis détendue, prête à passer une bonne nuit".

LA TECHNIQUE DE LA TÉLÉCOMMANDE POUR ZAPPER LES IDÉES NOIRES

Un événement désagréable de votre journée vous empêche de vous endormir, utilisez la technique de la télécommande.

■ Imaginez un grand écran sur votre mur

■ Projetez-y le film de l'événement qui vous travaille

■ Changez la couleur, la lumière, l'intensité et la taille de l'image que vous imaginez

■ Mettez en fond sonore une musique qui vous fait du bien et diminuez la taille de la scène jusqu'à ce qu'elle devienne un confetti. Imaginez maintenant ce confetti s'éloigner de vous et se diriger vers la lune.

TRUCS ET ASTUCES

ROUGE À LÈVRES

Pour ôter une tache de rouge à lèvres, appliquez du beurre mou que vous laissez 30 minutes sur la trace.

Retirez le surplus de beurre et lavez le tissu en machine

SAVON, SAVONNETTE

Pour conserver une savonnette plus longtemps, faite adhérer sur l'une de ses faces un petit carré de feuille d'aluminium.

Elle ne fondra plus lamentablement dans le porte savon et durera ainsi bien plus longtemps. Sortez

vos savonnettes le leur emballage et glissez-les entre les draps et les serviettes éponges dans vos armoires. Cela parfamera le linge et, en séchant, vos savonnettes dureront bien plus longtemps.



Les DÉBATS

Quotidien national

d'information

Edité par la SARL

MAHMOUDI INFO

Le fondateur

Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante Naima MAHMOUDI • Directeur de la publication Aïssa KHELLADI •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

Pour régulariser ses joueurs L'USM El Harrach a besoin de 60 millions DA

■ La direction de l'USM El Harrach a besoin de la somme de soixante (60) millions de dinars pour régulariser la situation financière de ses joueurs, a indiqué vendredi Abdelkader Manaâ, le président du club de Ligue algérienne de football. «Nous avons besoin de 60 millions de dinars pour payer les arriérés des salaires des joueurs. Nous sommes dans l'attente de l'entrée d'une somme conséquente d'argent provenant de l'un de nos sponsors pour les régulariser partiellement», a déclaré Manaâ à l'APS. Le club banlieusard de la capitale a vécu une saison très difficile au cours de laquelle il s'est contenté d'assurer son maintien parmi l'élite. Les joueurs qui n'ont pas perçu leurs salaires depuis plusieurs mois ont recouru à maintes reprises à la grève. La dernière en date cette semaine, soit avant la réception du RC Relizane, vendredi (17h30) pour le compte de la 30e et dernière journée du championnat.

Outre cette crise financière, une rude bataille oppose Manaâ à son prédécesseur, Mohamed Laib, autour des commandes de l'USMH. Plusieurs membres du Conseil d'administration avaient retiré leur confiance au premier pour désigner le second à la tête du club. «Je suis toujours le président légitime de l'USMH. J'ai organisé une assemblée générale extraordinaire il y a quelques jours au cours de laquelle de nouveaux membres nous ont rejoint en conseil d'administration. Avec action, les statuts de la société par actions du club vont changer prochainement», a encore précisé Manaâ.

T. S.

JS Kabylie Benkabilia première recrue estivale

■ L'attaquant international olympique de l'ASM Oran (Ligue 1 algérienne de football) Mohamed Benkabilia est devenu la première recrue estivale de la JS Kabylie en signant un contrat de deux saisons, a appris l'APS vendredi auprès du club.

Régulièrement convoqué en équipe nationale des moins de 23 ans (U-23) Benkabilia prendra part avec la sélection olympique au tournoi football des jeux olympiques JO-2016 de Rio (5-21 août).

Le président de la JSK Mohand Chérif Hannachi a indiqué récemment qu'il était «sur les traces d'autres joueurs avec qui nous allons conclure dans les prochains jours. Notre souci est de renforcer l'équipe pour jouer les premiers rôles la saison prochaine».

Sous la conduite de l'entraîneur Kamel Mouassa, la JSK a enchaîné six victoires de rang, avant de chuter lors de la précédente journée en déplacement face à l'ES Sétif (2-0). Au terme de la 29e journée, la JSK pointe à la 3e place avec 44 points, avec une longueur de retard du deuxième au classement la JS Saoura (45 pts). La formation phare de la Kabylie accueille vendredi le MC Oran dans le cadre de la 30e et dernière journée.

R. S.

Ligue 1 Mobilis (30e journée)

Une première historique pour la JS Saoura, Blida en Ligue 2



La JS Saoura a réussi une qualification historique pour la prochaine Ligue des Champions en terminant à la 2e place de la Ligue 1 Mobilis de football à l'issue de la 30e et dernière journée disputée vendredi, au moment où l'USM Blida a accompagné l'ASM Oran et le RC Arbaâ en Ligue 2, malgré une victoire symbolique contre le leader, l'USM Alger (1-0). Confrontée à une rude concurrence de la part de la JS Kabylie, le MO Béjaïa, le DRB Tadjenanet et le CR Belouizdad pour cette 2e place qualificative directement pour la plus prestigieuse des compétitions interclubs du continent, la JS a su garder le cap dans la dernière ligne droite du parcours, terminant par une victoire en déplacement chez l'ASM Oran (0-1), qui lui permet de coiffer tous ses adversaires au poteau. Une

première historique pour ce jeune club du Sud, créé en 2008, et qui fut assurée par Zaïdi dès la 4e minute.

Un grand exploit, ayant généré une joie immense chez les Bécharois, et qui contraste avec la terrible déception de l'USM Blida, relégué en Ligue 2 Mobilis malgré sa victoire contre l'USM Alger (1-0) et avec le même nombre de points que le premier club non reléguable, le RC Relizane. Le RC Relizane, a en effet obtenu un résultat nul au goût de victoire chez l'USM El Harrach, grâce auquel il assure définitivement son maintien parmi l'élite.

Un but en or, inscrit par Manucho dès la première minute de jeu alors que Boucherit avait nivelé la marque pour les Harrachis à la 12e, (1-1). Le RCR et l'USMB terminent

ex-aequo à la 13e place, avec 36 points chacun, mais disposant d'un meilleur goal-average particulier (5-1, 0-1), ce sont les Relizanais qui sauvent leur peau. Autre grande déception, celle de la JS Kabylie, qui se contente finalement de la 3e place après son nul vierge à domicile contre le MC Oran, alors qu'elle avait caressé de très près le rêve de se qualifier pour la Ligue des champions.

Le MC Alger et le NA Hussein-Dey ont été également tenus en échec à domicile, respectivement par l'ES Sétif (2-2) et le MO Béjaïa (0-0), au moment où le CR Belouizdad et le CS Constantine ont terminé sur une bonne note, en s'imposant en déplacement, respectivement chez le DRB Tadjenanet (1-0) et le RC Arbaâ (2-1).

R. S.

Zaâbia et Tiaiba terminent co-meilleurs buteurs

■ L'international libyen du MC Oran Mohamed Zaâbia, et Mohamed Tiaiba du RC Relizane, ont terminé co-meilleurs buteurs de la Ligue 1 algérienne de football clôturée vendredi par le déroulement de la 30e et dernière journée.

Les deux attaquants ont inscrit chacun 13 buts, devançant d'une seule unité le troisième Ahmed Gasmi du NA Hussein Dey.

Zaâbia a joué vendredi son dernier match avec le MCO qui a accroché la JS Kabylie (0-0) à Tizi Ouzou. En fin de contrat, il ne pourra pas prolonger suite au dernier règlement de la fédération algérienne (FAF) interdisant le recrutement de joueurs étrangers et entré en vigueur depuis le précédent mercato d'hiver.

Le meilleur buteur de la saison dernière, Walid Derrardja alors qu'il portait les couleurs du MCE Eulma, avec 17 réalisations, a inscrit vendredi seulement son deuxième but cette saison lors du nul à domicile de son équipe le MC Alger face à l'ES Sétif (2-2).

Classement final des buteurs :

- 1- Mohamed Zaâbiya (MC Oran) : 13 buts
- Mohamed Tiaiba (RC Relizane) : 13 buts
- 3-Ahmed Gasmi (NA Hussein Dey) : 12 buts
- 4-Banou Diawara (JS Kabylie) : 11 buts
- 5-Moustapha Djalit (JS Saoura) : 10 buts
- Mohamed Seguer (USM Alger) : 10 buts
- 7-Mohamed Benyahia (MC Oran) : 9 buts
- Mohamed Boulaouidet (JS Kabylie) : 9 buts
- Bouazza Feham (CR Belouizdad) : 9 buts
- Ghislain Guessan (RC Arbaâ) : 9 buts
- Kouakou Manucho (RC Relizane) : 9 buts
- Mohamed Ndoeye (MO Béjaïa) : 9 buts.

Riyad Mahrez

"Rien n'a encore été décidé à propos de mon avenir avec Leicester"

Le milieu de terrain offensif de l'équipe nationale de football Riyad Mahrez a affirmé vendredi que rien n'a encore été décidé à propos de son avenir avec son club de Leicester City (Premier league anglaise de football), ouvrant la porte à un éventuel départ lors du mercato d'été.

«Je suis en train de discuter avec Leicester mais aussi avec d'autres clubs qui veulent m'entraîner, mais jusqu'à présent rien n'a encore été décidé», a indiqué à l'APS le

joueur des Foxes. Mahrez, dont le contrat avec les Foxes court encore jusqu'en 2019, est convoité par plusieurs clubs européens à l'image du Real Madrid, FC Barcelone ou encore le Paris SG.

Mahrez s'est distingué au cours de la saison dernière sur les plans individuel et collectif avec le trophée du meilleur joueur du championnat d'Angleterre et le titre de champion décroché par Leicester pour la première fois de son histoire. «Nous avons réalisé

une performance exceptionnelle, nous devons être fiers de ce titre de champion. Nous sommes allés le chercher, personne ne l'a offert. Je suis très content pour tous les Algériens qui ont soutenu l'équipe tout au long de la saison, ça m'a beaucoup touché», a-t-il ajouté. Forfait pour le match en déplacement aux Seychelles, le 2 juin, dans le cadre de la 5e journée (Gr.J) des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2017, Mahrez a relevé la nécessité de

l'emporter. «L'équipe aura à coeur de gagner face aux Seychelles pour valider notre billet pour la CAN 2017», a-t-il conclu. Les Verts, qui dominent le groupe J avec 10 points, auront besoin d'un nul pour valider leur billet pour la CAN qu'organisera le Gabon en début de l'année 2017. L'Ethiopie est deuxième avec 5 points suivie par les Seychelles et Lesotho avec respectivement 4 et 3 unités.

T. S.



Alger
Ensoleillé
Min 14 °C
Max 28 °C



Oran
Ensoleillé
Min 12 °C
Max 29 °C



Annaba
Ensoleillé
Min 15 °C
Max 28 °C

Cybercriminalité dans le monde Près de 3 billions de dollars de dommage annuellement

La cybercriminalité a provoqué dans le monde des dommages estimés annuellement à 3 billions de dollars, a indiqué l'ambassadeur itinérant au ministère des Affaires étrangères de Russie, Andrey Krutskikh, représentant spécial du président russe pour la coopération internationale en matière de la sécurité de l'information.

Interrogé par le quotidien russe *Kommersant* s'il existait une corrélation entre cybercriminalité et terrorisme, le diplomate a répondu par l'affirmatif.

«Bien sûr qu'il y a un lien entre eux. Par exemple le cyberterrorisme, qui est un phénomène des plus terrifiants, est un genre de criminalité totalement nouveau», a-t-il dit.

Des organisations terroristes, selon Andrey Krutskikh, «ont déjà fait irruption dans l'espace de l'information et sont engagées dans le cyberterrorisme».

«Outre cela, la cybercriminalité cause des pertes considérables à notre planète. Le volume annuel des dommages varie, selon les diverses estimations. Il oscille entre 500 milliards de dollars et 2 à 3 billions de dollars», a-t-il ajouté. Selon l'ambassadeur, le volet «Sécurité de l'information» concerne trois menaces : l'utilisation militaro-politique du contenu, le terrorisme et la cybercriminalité.

«Certains pays préfèrent le premier aspect. D'autres privilégient le second ou le troisième aspect. «Mais honnêtement, ces trois aspects doivent être considérés comme un tout», a estimé Andrei Krutskikh.

Pour Krutskikh, la situation de l'espace informationnel mondial, «tend à se détériorer d'une manière générale, voire à empirer, si l'on considère les développements enregistrés ici et là».

«Je pense que la situation géopolitique du monde moderne peut être décrite comme «une guerre dans des conditions de paix» en raison de la révolution qui s'est produite dans la sphère des technologies de l'information et de la communication et les méthodes de leur utilisation», a-t-il noté. «Cette guerre est loin d'être virtuelle», selon Krutskikh, «elle provoque des dommages considérables. Elle est menée en combinaison parfaite avec le maintien des relations diplomatiques», a-t-il ajouté.

Le diplomate russe relève notamment l'«accroissement exponentiel» du nombre des cyberattaques, citant notamment les 70 millions d'attaques de ce genre en 2015 contre des sites Web de l'Etat russe.

«La propagation de la confrontation cybernétique entre la Chine et les Etats-Unis, par exemple, est similaire à cela. La Corée du Sud a, elle aussi, subi à plusieurs reprises, des attaques dans des secteurs sensibles. Une fois à Séoul, j'ai été témoin d'une de ces attaques, laquelle avait affecté le travail d'agences gouvernementales, de médias, du système bancaire et de l'université de Séoul», a noté Krutskikh, en concluant que «personne n'est à l'abri de telles cyberattaques».

R. I.



Organisé à Bruxelles

Vibrant hommage à Aït Ahmed



Un vibrant hommage a été rendu, vendredi à Bruxelles, à feu Hocine Aït Ahmed, figure emblématique du mouvement national de libération au cours d'une soirée d'hommage aux figures de libération africaine.

Organisée par l'Association à but non lucratif Bana Mboka (Enfants du pays, une association de jeunes issus de la diaspora africaine), avec le soutien du Collectif mémoire coloniale et lutte contre les discriminations, cette soirée se veut un hommage aux précurseurs, aux combattants et combattantes de la liberté, aux indépendantistes, aux penseurs et philosophes d'Afrique subsaharienne et du Nord qui ont

tracé la voie et ouvert des brèches pour la nouvelle génération. M. Belkacem Amarouche, parlementaire du Front des forces socialistes (FFS), fondé en 1963 par le défunt Aït Ahmed, a salué, au cours de cette soirée, «une des figures marquantes du mouvement national de lutte contre le colonialisme français».

«Irréductible et précurseur de l'opposition démocratique en Algérie, Hocine Aït Ahmed fut un militant infatigable et défenseur des droits de l'homme, un fervent de la liberté et de la démocratie», a-t-il souligné.

«Pionnier de la diplomatie algérienne», Hocine Aït Ahmed qui a conduit la délégation algérienne à la confé-

rence de Bandung des pays non alignés en 1955 a accompli un travail de lobbying «remarquable», a rappelé ce parlementaire qui a insisté sur les résolutions prises par cette conférence en faveur du droit à l'autodétermination et à l'indépendance des trois pays du Maghreb (Algérie-Tunisie-Maroc).

Il a rappelé également le «rôle important» tenu par feu Aït Ahmed à la première Conférence des partis socialistes asiatiques, réunie en janvier 1953 à Rangoun en Birmanie, pour l'adoption d'une résolution soutenant la lutte de libération dans les pays du Maghreb.

Belkacem Amarouche a mis l'accent sur l'oeuvre de ce leader politique qui a réussi, en septembre 1956, à faire inscrire la cause algérienne à l'ordre du jour de l'Assemblée générale des Nations unies.

«Cet exploit provoqua le retrait de la délégation française», a-t-il tenu à souligner.

L'élu du FFS a rappelé, longuement, le parcours historique de feu Aït Ahmed, depuis son premier engagement politique, jusqu'à son décès, le 23 décembre dernier en exil, à Lausanne (Suisse), rappelant notamment son engagement durant la Révolution algérienne et ses prises de positions au sein de l'opposition après le recouvrement de l'Indépendance nationale.

R. N.

Ghardaïa

Démantèlement d'une bande de trafic de stupéfiants

Une bande spécialisée dans le trafic de drogue activant à travers plusieurs wilayas du pays a été démantelée et trois narcotrafiants ont été arrêtés par la brigade anti-stups de la police judiciaire de la Sûreté de la wilaya de Ghardaïa, a-t-on appris hier auprès de ce corps constitué.

Agissant sur informations faisant état d'un réseau criminel organisé, versé dans le trafic et la commercialisation de drogue, les services de la Sûreté de Ghardaïa ont mis la main, après une enquête diligente et prolongation des compétences territoriales aux wilayas de Sidi Bel Abbès et Tlemcen, sur une quantité de plus

de 16 kg de kif traité en possession de trois narcotrafiants.

Selon la même source, une somme d'argent estimé à 162 000 DA issue de la vente de la drogue et un véhicule utilisé pour le transports des stupéfiants ont été également saisis par les mêmes services sécuritaires.

Ces derniers avaient été informés auparavant qu'un trafiquant de drogue demeurant au quartier El Chaâba (Ghardaïa) commercialise, de temps en temps, des quantités de kif en approvisionnant des dealers.

Une sourcière tendue par les éléments de la Sûreté a permis sa mise hors d'état de nuire,

ACTU...

A partir de l'année prochaine Augmentation des taxes pour les climatiseurs énergivores

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a indiqué, hier à Alger, qu'une augmentation des taxes pour les climatiseurs énergivores sera introduite dans la loi de finances 2017. Cette augmentation des taxes sera appliquée sur les climatiseurs à forte consommation d'énergie, qu'ils soit importés ou fabriqués localement, a indiqué le Premier ministre lors de sa visite des stands d'entreprises des produits électroménagers participant à la 49^{ème} édition de la Foire internationale d'Alger (FIA), qui se tient du 28 mai au 2 juin au Palais des expositions (Pins maritimes, Alger). Par contre, a-t-il précisé, une baisse des taxes sera prévue par la loi de finances 2017 pour les climatiseurs à faible consommation d'énergie. Par ailleurs, en visitant le stand de Naftal, M. Sellal a exprimé son «incompréhension» quant à l'augmentation de la consommation des carburants en dépit de l'augmentation de leurs prix suite à la loi de finances 2016.

R. N.

Mali Cinq soldats tués et quatre blessés dans l'explosion d'une mine

Cinq soldats maliens ont été tués et quatre blessés vendredi dans le nord du Mali par l'explosion d'une mine au passage de leurs deux véhicules, a annoncé l'armée malienne.

«Deux véhicules des Forces armées maliennes ont sauté sur un engin explosif improvisé, occasionnant la mort de cinq militaires maliens et en blessant quatre autres» entre les localités d'Ansongo et d'Indelimane, a indiqué la direction des relations publiques de l'armée (Dirpa) dans un communiqué. Le gouvernement «rassure que tout sera mis en œuvre pour démasquer et traduire les poseurs de mines devant les tribunaux», poursuit la Dirpa. Le nord du Mali était tombé en mars-avril 2012 sous la coupe de groupes jihadistes liés à Al Qaïda, après la déroute de l'armée face à la rébellion à dominante targaie, d'abord alliée à ces groupes qui l'ont ensuite évincée. Les jihadistes ont été en grande partie chassés par une intervention militaire internationale, lancée en janvier 2013 à l'initiative de la France, qui se poursuit actuellement.

AFP

R. N.